



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

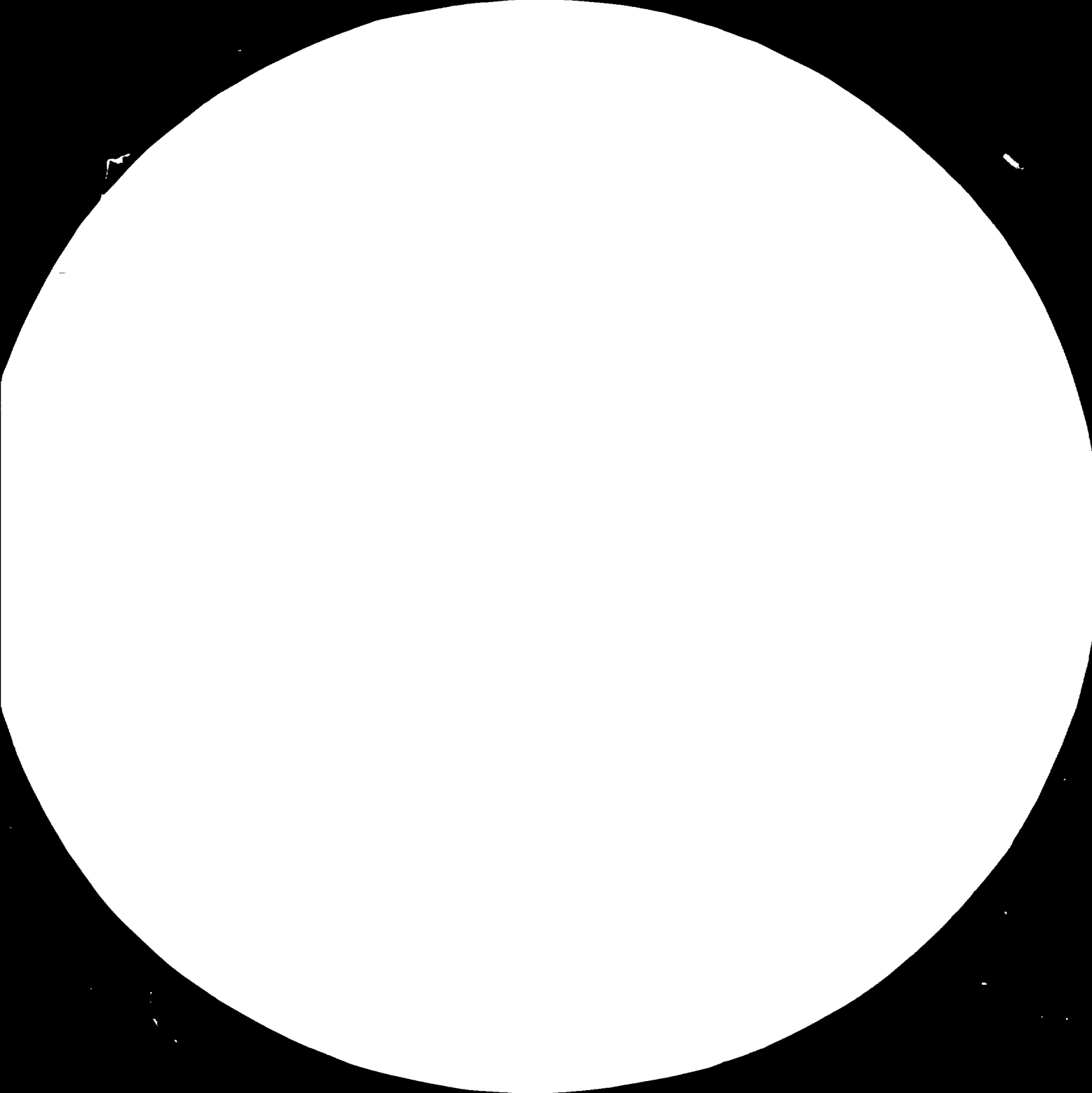
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



Distr. RESTREINTE

11624

LP/ID/SER.B/339
14 octobre 1981
FRANCAIS
Original: ANGLAIS

ASSISTANCE A LA PLANIFICATION INDUSTRIELLE ,

SI/GBS/19/803

GUINEE BISSAU .

Rapport final

- 5. 11. 1982

Etabli pour le Gouvernement de la Guinée Bissau
par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel,
agent d'exécution pour le compte du Programme
des Nations Unies pour le développement

D'après les travaux de Lawrence R. Wells,
expert en planification industrielle

0030701

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
Vienne

V. 81-30800

Notes explicatives

La virgule (,) indique les décimales.

Sauf indication contraire, le terme "tonne" désigne une tonne métrique.

Sauf indication contraire, le terme "dollar" (\$) s'entend du dollar des Etats-Unis d'Amérique.

L'unité monétaire de la Guinée Bissau est le peso (PG).
Durant la période sur laquelle porte le présent rapport, la valeur du dollar des Etats-Unis d'Amérique en PG était \$1 = 36 PG

Le sigle suivant a été utilisé dans la présente publication:

IFP Instituto de Formacao Profissional de Brá

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

SOMMAIRE

C'est une requête introduite par le Gouvernement de la Guinée Bissau en mars 1979 et approuvée par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) en septembre 1979 qui est à l'origine du projet intitulé "Assistance à la planification industrielle" (SI/GBS/79/803). Il s'agissait d'apporter une assistance technique pour le choix de solutions économiques alternatives dans le secteur industriel. L'expert, au cours de sa mission de six mois entamée en février 1981, était chargé d'analyser le secteur industriel et de définir les problèmes rencontrés, d'étudier les disponibilités en matières premières et de déterminer les projets susceptibles de stimuler la production, particulièrement dans le secteur rural.

Le rapport recommande essentiellement:

- a) le renforcement du Ministère de l'industrie pour le rendre à même d'accomplir efficacement sa tâche;
- b) l'utilisation des concepts de valeur ajoutée et de contenu domestique comme bases des critères de sélection des projets;
- c) la création d'un service de gestion industrielle et de centres de services ruraux;
- d) une assistance technique complémentaire afin de répondre aux besoins urgents en matière de développement.

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION.....	7
(I.) DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL.....	10
A. Politiques et mesures industrielles.....	10
Introduction.....	10
Rôle du Gouvernement.....	11
Mesures fiscales d'encouragement.....	11
Contrôles des prix.....	12
Promotion des exportations.....	12
Développement industriel régional.....	12
Rendement industriel.....	13
Critères de sélection des projets.....	13
B. Planification et programmation industrielle.....	13
Situation actuelle de la planification d'ensemble.....	13
Planification et programmation du secteur industriel.....	16
Evaluation.....	16
Mécanismes.....	17
C. Dispositions institutionnelles pour la promotion industrielle.....	17
Introduction.....	17
Département de planification et de recherche dans le cadre du Ministère de l'industrie.....	20
Centres de services ruraux.....	20
Facilités de crédit... ..	20
Système de gestion des pièces de rechange.....	20

D. Formation technique et développement	
de la main-d'oeuvre.....	21
Instituto de Formacao Profissional de Bra.....	21
Service de gestion industrielle.....	22
II. DEVELOPPEMENT DES SOUS-SECTEURS INDUSTRIELS.....	23
A. Critères suggérés pour la sélection des projets.....	23
Nécessité de disposer de critères de sélection.	23
Valeur ajoutée et contenu domestique.....	23
Autres critères.....	25
B. Etude des sous-secteurs industriels.....	27
Aliments et boissons.....	27
Produits forestiers.....	31
Textiles et confection.....	32
Produits non-métalliques.....	34
Produits métalliques.....	36
Produits en caoutchouc.....	37
Plastiques.....	37
Constructions navales et réparations.....	37
Montage d'automobiles.....	38
Cuir et chaussures.....	38
III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	39
A. Conclusions.....	39
B. Recommendations.....	40

Annexes

I. Industries existantes en Guinée Bissau.....	43
II. Projets de développement industriel en Guinée Bissau.....	46

TABLEAUX

1.	Eléments des coûts inclus dans la valeurs ajoutée, le contenu domestique et les devises.....	24
2.	Liste des industries en Guinée Bissau.....	43
3.	Proposition de programme 1981-1985 pour les investissements industriels.....	46

INTRODUCTION

La Guinée Bissau est encore confrontée au problème de la reconstruction. La longue guerre de libération est en effet à l'origine d'une destruction importante du capital physique. Actuellement, la production agricole est limitée à un rendement de subsistance alors qu'il y a une dizaine d'années, elle contribuait aux exportations.

Bien que la Guinée Bissau ne dispose pas de gisements, connus à ce jour, de gisements de pétrole ou de minéraux qui lui permettraient d'entamer une révolution industrielle, les ressources naturelles sont abondantes. L'économie est basée sur l'agriculture et le potentiel de développement des agro-industries est excellent.

L'industrie doit faire face aux multiples difficultés propres aux stades initiaux de la croissance. Le pays manque de techniciens, de planificateurs et de gestionnaires pour la conception et la mise en oeuvre de projets industriels nouveaux ou existants. Des entreprises ont été créées sans qu'un lien d'interaction ait été établi entre elles. L'accès au crédit est tout-à-fait inexistant et il n'y a aucune infrastructure industrielle développée. Le déséquilibre de la concentration industrielle en Guinée Bissau reflète un dualisme caractéristique du pays dans son ensemble. De nombreuses usines n'obtiennent qu'un faible niveau de productivité en raison de la rareté des pièces de rechange et de l'absence de services de réparation et d'entretien. L'approvisionnement limité en matières premières domestiques et importées, et les interruptions fréquentes du réseau électrique ont gravement compromis l'utilisation des capacités de production. Les transports sont coûteux et peu pratiques. Ces problèmes ont été mis en évidence parce qu'il est indispensable d'y remédier si l'on veut que l'industrie puisse se développer sur une base saine. Conscient du caractère nécessaire d'une planification adéquate du secteur industriel, le Gouvernement de la Guinée Bissau a demandé l'assistance de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel afin d'élaborer une stratégie industrielle, de définir les mesures à prendre et de déterminer les priorités qui doivent contribuer et être intégrées au plan économique global du pays.

Le chapitre I du rapport envisage l'ensemble des aspects qui concernent les mesures et politiques industrielles, la planification, la programmation et le développement de la main-d'oeuvre. Les politiques et les mesures existantes n'ont à ce jour pas réussi à intégrer la participation de la communauté rurale dans le processus d'industrialisation. Les modifications qu'il faut apporter à la politique industrielle pour entamer l'élaboration d'une stratégie d'industrialisation rurale à court et à long terme sont définies dans le rapport. On estime que la sélection des projets constitue un élément fondamental de la nouvelle stratégie et il est donc suggéré que la capacité du Ministère de l'industrie soit renforcée pour lui permettre de procéder efficacement à cette sélection, de planifier l'industrie, de préparer et de mettre les projets en oeuvre de façon systématique.

Les dispositions institutionnelles et organisationnelles permettant de promouvoir l'industrie sont envisagées et il est recommandé que des centres de services ruraux soient créés. Les services de gestion et de comptabilité font défaut et il est donc urgent d'établir un service de gestion industrielle pour assurer une formation, dans le cadre de l'usine, en matière d'organisation, de comptabilité, de marketing et de production. L'attention est également attirée sur la nécessité de créer les institutions de crédit adéquates permettant d'alimenter les entreprises industrielles.

Le chapitre II décrit une méthode de calcul de la valeur ajoutée et du contenu domestique recommandée comme base pour les critères de sélection des projets en Guinée Bissau. Il souligne la nécessité d'améliorer la macro-planification dans son ensemble et d'établir une relation entre les prévisions en matière d'objectifs de performances et les budgets consacrés aux projets. Le chapitre contient également une étude des sous-secteurs industriels qui tient compte des structures, des problèmes et des contraintes, des perspectives et du potentiel de développement ultérieur. Une approche pour la préparation d'un programme d'investissement pour le secteur industriel est suggérée, sur base de cette étude.

Des projets déjà en cours de réalisation, ou actuellement à l'étude, et des propositions pour de nouveaux projets nécessitant une étude de faisabilité ont été incorporés dans le programme d'investissement proposé. Il est considéré que les travaux nécessaires seront effectués par le département de recherche et de planification dont la création est proposée dans le cadre du Ministère de l'industrie. Le chapitre III présente les conclusions et les recommandations. Il indique les domaines où une assistance technique complémentaire est nécessaire afin d'améliorer le développement industriel et recommande les activités d'élaboration au niveau institutionnel requises pour réaliser les objectifs spécifiques.

Les recommandations envisagent également le renforcement de la capacité du Ministère de l'industrie pour mener les activités industrielles, l'assistance à la gestion et à la formation industrielles, et comportent une étude technique pour la création de centres de services ruraux.

Les industries existantes et les projets en cours de réalisation ou actuellement à l'étude en Guinée Bissau figurent aux Annexes I et II.

I. DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

A. Politiques et mesures industrielles

Introduction

Au cours de ces sept dernières années, le développement industriel en Guinée Bissau a été marqué par la création d'entreprises requérant d'importants investissements de capitaux. Depuis 1974, pour chaque entreprise créée ou en voie de création, le coût moyen en investissement fixe par emploi créé s'élève à 47.976 dollars alors que pour l'ensemble de l'Afrique, la moyenne s'élève, pour des projets à investissements relativement importants, à 17.490 dollars. Toutes les entreprises concernées ici ont une consommation énergétique élevée. La plupart d'entre elles nécessitent l'importation de matières premières et de fournitures coûteuses et, comme le marché intérieur est limité, devraient pouvoir exporter afin de rester en équilibre.

Le Programme annuel 1980/1981 préconisait:

- a) l'arrêt du type de développement décrit ci-dessus;
- b) que des mesures soient prises pour améliorer le rendement opérationnel des projets déjà entrepris;
- c) une redistribution des investissements dans le secteur industriel orientée vers l'exploitation des produits agricoles et des ressources naturelles afin de répondre aux besoins essentiels de la population rurale.

Toute une série de nouvelles politiques et mesures doivent être définies et étudiées par le Gouvernement afin d'aiguiller le développement industriel vers de nouveaux secteurs. Une étude approfondie d'une stratégie à court et à long terme constituant la base d'un changement d'orientation adéquat devrait être entreprise par le département de recherche dont la création est proposée au

sein du Ministère de l'industrie. Les lignes de force du programme de travail requis sont présentées dans le rapport.

Rôle du Gouvernement

Les récents efforts d'industrialisation ont été entrepris par le Gouvernement, seul ou en collaboration avec des partenaires étrangers. Sur les 13 sociétés créées au cours des sept dernières années, 10 sont publiques, deux sont à participation conjointe Gouvernement/intérêts étrangers et une est privée. Lorsqu'il s'agit d'opérations à participation, la politique poursuivie par l'Etat exige que le Gouvernement détienne 51 % des actions. Il est cependant nécessaire de clarifier le degré de participation du Gouvernement dans les opérations des sociétés mixtes. Le Gouvernement ne dispose en effet pas toujours des capacités techniques et gestionnelles qui lui permettraient de contribuer réellement à la réalisation des projets. Il est également urgent que des mesures soient prises pour accélérer la procédure d'attribution des licences d'importation et de répartition des devises afin de réduire les délais auxquels les investisseurs doivent faire face.

Mesures fiscales d'encouragement

Le Gouvernement gère le plan d'encouragement à l'industrie permettant une exemption de l'impôt sur les bénéfices et des taxes à l'importation pour l'équipement et les matières premières portant sur une période de trois ans. Il faut, pour que ce plan serve réellement les intérêts du développement industriel, que cette période d'exemption soit non seulement prolongée, mais aussi qu'elle puisse varier selon le caractère plus ou moins favorable des opérations (valeur ajoutée locale ou contenu domestique, par exemple): plus la valeur ajoutée est importante, plus la période d'exemption doit être longue, et vice versa

Une politique semblable devrait également être élaborée afin de promouvoir les améliorations dans les domaines suivants: approvisionnement et fourniture de matières premières locales, liaisons avec d'autres secteurs manufacturiers et réalisation des performances ou des objectifs prévus.

Contrôles des prix

Le Gouvernement a instauré un contrôle des prix pour toute une série de produits agricoles et manufacturés afin de protéger les consommateurs contre la fixation des prix. L'efficacité de ce système est toutefois sujette à caution. Il serait nécessaire, pour que cette politique soit efficace, de procéder fréquemment à l'ajustement des prix tout en maintenant un équilibre entre les intérêts des consommateurs et l'encouragement à l'investissement.

Promotion des exportations

Les entreprises dont la production est essentiellement destinée à l'exportation devraient bénéficier de l'exemption des taxes à l'importation pour les machines, l'équipement, les matières premières et les fournitures. Les réductions de l'impôt sur les revenus doivent être liées aux ventes à l'exportation: le pourcentage de cet impôt devrait diminuer proportionnellement à l'accroissement des ventes à l'exportation.

Développement industriel régional

L'effort consenti actuellement pour promouvoir le développement rural doit trouver un prolongement dans l'instauration de politiques et de procédures permettant aux petits artisans et agriculteurs de bénéficier d'un accès réel au crédit et aux services communs. Les services offerts actuellement par les deux divisions commerciales de la Banque Nationale de Guinée Bissau sont loin de répondre aux besoins réels. Dans plusieurs pays, les conditions accessoires et les taux d'intérêt élevés constituent un obstacle pour les petites entreprises qui hésitent à emprunter auprès des sources conventionnelles. Une attention toute particulière doit être accordée aux approches alternatives, et notamment à une politique de crédits subsidiés et à l'attribution d'une garantie gouvernementale pour les fonds accordés aux entrepreneurs ruraux. Il faut également élaborer une politique permettant d'étendre l'infrastructure commerciale et physique adéquate au milieu rural.

Rendement industriel

Dans la plupart des entreprises, le rendement est faible tant au niveau de la production qu'à celui des profits. L'usure des machines rend certaines opérations coûteuses (décorticage du riz et des arachides, par exemple); dans d'autres cas (production d'oxyacétylène, par exemple), l'opération est moins rentable et plus dangereuse que l'exploitation de technologies plus récentes. Il est donc nécessaire, d'une part, de développer une politique du secteur des réparations et de l'entretien et, de l'autre, d'instaurer des contrôles plus stricts pour la sélection de nouvelles machines et de l'équipement.

Critères de sélection des projets

Le choix des critères de sélection des projets doit refléter la réorientation des investissements vers le secteur de l'agriculture et de l'industrialisation rurale. Il est proposé que le critère principal soit fondé sur la valeur ajoutée et le contenu domestique. Les éléments suivants peuvent également être envisagés: économies de devises grâce au projet, capital investi par employé, site d'implantation, valeur ajoutée par unité de capital, dimension économique de l'usine et technologies appropriées.

B. Planification et programmation industrielle

Situation actuelle de la planification d'ensemble

Actuellement la planification est coordonnée par le Ministère de la planification et fonctionne par le truchement de:

a) de la Section de planification macro-économique qui formule et recommande les lignes directrices et les politiques nécessaires pour le développement économique et social. Elle prépare les études sur les questions économiques et sociales particulières et prépare le Rapport annuel ainsi que le Plan de développement;

b) de la Section de planification sectorielle qui définit les priorités, en présentant des alternatives et divers plans d'action pour le développement des secteurs économiques et sociaux;

c) la Section de planification régionale, responsable de la planification du développement rural;

d) la Section des statistiques, responsable de l'analyse, de l'interprétation, de la présentation et de la diffusion des données.

La technique budgétaire et de planification comprend généralement plusieurs, ou toutes les démarches suivantes:

a) le Directeur général pour chaque secteur économique et social prépare une estimation annuelle des dépenses qui est soumise au Ministère des finances ou au Ministère de la planification;

b) les estimations sont transmises des commissions étatiques (secteurs) au Ministère des finances;

c) le Directeur des finances étudie les diverses estimations qui lui sont soumises et prépare les estimations finales d'après les ressources prévues et disponibles pour l'année;

d) les estimations peuvent être débattues par le Gouvernement;

e) les estimations finales sont préparées par le Ministère des finances et communiquées pour information aux secteurs économiques et sociaux.

Le système budgétaire et de planification existant présente trois problèmes évidents. Tout d'abord, il n'y a pas de politique objectivement définie des investissements publics pour le développement. Les décisions portant sur les fonds publics consacrés à l'installation d'entreprises sont souvent prises pour répondre à des besoins immédiats, sans qu'il soit tenu compte d'un plan global de développement.

Ensuite, le secteur économique et social ne dispose pas du personnel adéquat formé pour la planification et capable de procéder à l'élaboration approfondie de plans de développement. L'absence de données fiables constitue un autre obstacle à une planification bien conçue.

Enfin, la coordination entre les systèmes budgétaire et de planification est peu efficace: l'attribution des fonds aux secteurs économiques n'est pas basée sur une prévision des objectifs ou des performances. Le document préparé chaque année pour les fonds d'exploitation et les investissements ne contient pas d'informations suffisantes quant aux objectifs poursuivis.

Le budget doit constituer l'instrument permettant la mise en oeuvre des plans et des politiques. Lorsque la planification et la préparation des budgets ne sont pas coordonnées et intégrées, la planification prend l'allure d'un exercice théorique et le budget ne permet pas la réalisation des objectifs sociaux et économiques.

Afin d'accroître l'efficacité de la planification dans son ensemble, le Ministère de la planification doit fournir les orientations et conseiller les commissions des secteurs économiques et sociaux en collaborant étroitement avec ces dernières à la préparation et à l'évaluation des projets de développement. Pour être en mesure de remplir cette fonction, le Ministère de la planification doit préparer le programme d'investissement en coordonnant la planification, l'exécution et l'évaluation des projets, en analysant et en recommandant l'affectation des fonds demandée par les commissions et les sources et méthodes de financement les plus adéquates.

Afin d'être appliqué efficacement, le Programme d'investissement pour la création d'entreprises doit être coordonné avec le Plan de développement et indiquer les besoins en matière de devises. Les recommandations portant sur la répartition des fonds doivent suivre un ordre de priorité reflétant, non seulement les besoins immédiats, mais aussi les prévisions quant aux projets destinés à étayer un développement ultérieur.

Planification et programmation du secteur industriel

Si une action est entreprise sur base des mesures recommandées, les besoins du secteur industriel se refléteront dans le Programme d'investissement préparé conjointement et en coopération par le Ministère de la planification et le Ministère de l'industrie. Le Ministère de l'industrie doit ensuite entamer le processus de planification et de programmation en fonction de ces besoins.

Un résumé succinct de l'objectif et de la nature des tâches essentielles à entreprendre pour la préparation et l'exécution efficaces du plan a été présenté au Directeur général de l'industrie dans un mémorandum daté du 25 avril 1981. Il y était souligné que la préparation d'un plan industriel comporte généralement trois phases. La première phase porte sur l'identification des possibilités du secteur industriel et sur l'analyse des ressources, de la demande, ainsi que du commerce des exportations et des importations de la Guinée Bissau.

Dans un second temps, il s'agit d'analyser ce potentiel à la lumière des objectifs nationaux de développement. Enfin, cette deuxième étape doit déboucher sur la préparation de propositions détaillées d'investissements reprenant les exigences en matière de capital, de matières premières, de main-d'oeuvre, les spécifications pour les équipements et les technologies, ainsi que le taux de régénération du capital. Lorsqu'il a été décidé de réaliser un projet, l'exécution du plan requiert la mise en place d'un dispositif pour l'organisation des opérations. Dans le cas de la Guinée Bissau, où la plupart des entreprises appartiennent au secteur public, il est essentiel que la réalisation du plan couvre également le suivi des performances et la présentation des mécanismes correcteurs nécessaires durant l'existence commerciale du projet.

Evaluation

Il est indispensable, dans le cadre de la planification et de la programmation industrielle, de prévoir les mécanismes adéquats permettant d'accomplir les tâches requises. Actuellement le

Ministère de l'industrie de la Guinée Bissau ne dispose pas de la capacité de planification nécessaire et un certain nombre de projets ont été mal conçus et mal réalisés. En raison de cette lacune, toute la responsabilité de prise de décision pour des projets sans l'appui de données techniques appropriées repose souvent sur deux ou trois personnes. Il est clair que plusieurs entreprises manufacturières sont confrontées à des difficultés que, seules, elles ne peuvent surmonter. Il faut souvent rechercher l'origine du problème au niveau d'une préparation médiocre du projet et de procédures inadéquates de communication et d'évaluation des performances.

Mécanismes

Le Ministère de l'industrie doit disposer du personnel lui permettant d'assumer ses responsabilités en matière de planification et de programmation du secteur industriel. Restructuré, le Ministère de l'industrie devrait être en mesure de remplir les fonctions de planification industrielle, de promotion, d'extension des services aux entreprises existantes ou projetées, de formation et de création de complexes industriels.

C. Dispositions institutionnelles pour la promotion industrielle

Introduction

Une industrie ne se bâtit pas sur le sable. L'effort industriel doit en effet s'appuyer sur une infrastructure, tout comme le processus décisionnel nécessite une politique qui puisse déterminer son orientation. Le cadre institutionnel existant pêche par son incapacité fondamentale à offrir les services dont de nombreuses entreprises ont besoin. L'absence d'une infrastructure industrielle efficace est manifeste dans les domaines suivants.

Réparations, entretien et pièces de rechange. L'usure des machines et de l'équipement constitue un des facteurs responsables de la faiblesse du rendement et de la rentabilité, et particulièrement pour ce qui concerne les installations de traitement du riz et des arachides et les ateliers de fabrication de meubles. Certaines machines restent inutilisées par manque de pièces de rechange.

C'est notamment le cas pour les installations de traitement de l'huile de palme et d'arachide, et de quelques machines à coudre dans l'usine de confection. Il est probable que même dans certaines installations récentes, les machines et l'équipement soient déjà pratiquement hors d'usage. Il est nécessaire de prévoir des services de réparation et de recollimation des machines ainsi qu'un dépôt central pour gérer et contrôler la distribution de pièces de rechange normalisées.

Service de gestion industrielle. Plusieurs entreprises industrielles du secteur public éprouvent des difficultés en matière de finances, de comptabilité, de production, de marketing et d'organisation. Il s'agit là d'un problème grave, si l'on considère la pénurie, à l'échelle nationale, de personnel de gestion pour les industries. Il faut donc améliorer l'efficacité opérationnelle et prévoir une formation à la gestion industrielle dans le cadre de l'usine.

Coordination des activités industrielles. La plupart des entreprises travaillent isolément: la coopération est réduite, sans sous-traitance ni autre dispositif de coordination. Ainsi, dans le sous-secteur des pêcheries, l'absence de coordination dans l'utilisation des capacités existantes est à l'origine d'une situation où 25 % seulement des capacités de traitement sont utilisées alors que plus de 80 % des produits de la pêche sont exportés sans avoir été conditionnés.

Service à l'industrie rurale. Il est indispensable de compenser le déséquilibre qui a favorisé les technologies requérant des investissements élevés au détriment de la promotion des petites entreprises rurales. Plusieurs secteurs, et notamment la production d'huile et de savon, les pêcheries, les matériaux de construction, les produits textiles et du bois, peuvent être développés comme industries rurales et nombreuses sont les petites entreprises qui ont obtenu d'excellents résultats dans ces domaines. Beaucoup d'autres entrepreneurs disposent peut-être d'un potentiel identique mais ont besoin d'aide pour l'exploiter. Il faut un service rural qui puisse identifier ce potentiel et aider les entreprises rurales à surmonter les problèmes techniques, commerciaux, d'approvisionnement et autres qu'elles rencontrent.

Préparation et mise en oeuvre des projets. Les difficultés auxquelles les entreprises publiques créées depuis 1974 doivent faire face sont dues le plus souvent à l'absence d'analyse des conditions techniques, économiques, financières et institutionnelles nécessaires pour déterminer la viabilité d'un projet. Une bonne étude de marché aurait montré que le marché domestique était trop limité pour soutenir des entreprises de l'envergure du complexe de production d'oxy-acétylène et de l'usine de produits en matière plastique. Une analyse de la production locale, de l'approvisionnement et de la livraison des matières premières aurait montré que le complexe de Oumere, actuellement en construction, ne pourra être pleinement opérationnel avant de nombreuses années. Il est donc nécessaire de prévoir un dispositif de préparation et de mise en oeuvre des projets permettant d'analyser et d'évaluer ces derniers.

Procédures et règlements administratifs. Plusieurs entreprises doivent faire face à des délais prolongés pour l'obtention de licences d'importation pour les biens d'équipement, les matières premières et les pièces de rechange. Même les compagnies exportatrices sont en butte à la complexité et à la lourdeur des procédures administratives qui imposent des contraintes inutiles et nuisant à l'efficacité des entreprises. Ces mécanismes doivent être affinés pour faciliter, et non pas entraver, le processus industriel.

Facilités de crédit. Les industries éprouvent également des difficultés pour ce qui concerne les mouvements de trésorerie. Les petites entreprises qui ne tiennent pas de documents comptables complets ont besoin de liquidités, plus pour financer les fonds de roulement que pour l'actif immobilisé. Le système bancaire actuel, en l'occurrence la Banque nationale de Guinée Bissau, ne dispose pas, en tout état de cause, des facilités appropriées permettant de répondre aux besoins de l'industrie. Une institution de crédit aiguillant le crédit vers les entreprises peut être créée et structurée de telle sorte qu'elle collabore à l'évaluation des projets et à l'exploration des capacités potentielles du marché, et réponde aux besoins communs, notamment en matière d'équipement d'utilité commune et d'accès à la connaissance des technologies appropriées.

Département de planification et de recherche dans le cadre du
Ministère de l'industrie

Le SIDFA et le Directeur général à l'industrie ont envisagé le projet de création d'un département de planification et de recherche dans le cadre du Ministère de l'industrie. Les fonctions de ce département ont été décrites dans les grandes lignes dans un mémorandum daté du 25 avril 1981. L'unité proposée remplira un vide institutionnel en soutenant et en guidant les entreprises industrielles. Elle travaillera en étroite collaboration avec le Ministère de la planification et nécessitera une assistance technique et une coordination assurée par un directeur de projets. Cette proposition est développée dans les recommandations émises dans ce rapport.

Centres de services ruraux

L'auteur de ce rapport a envisagé la proposition de création de centres de services ruraux avec le Directeur général à l'industrie. Il s'agit d'étudier l'opportunité de la création d'un ou de plusieurs centres de services en zones rurales afin de promouvoir le développement de la petite industrie. Le projet permettra de sélectionner les sites adéquats, la taille et la conception des facilités à prévoir. Cette proposition est développée dans les recommandations émises dans ce rapport.

Facilités de crédit

En l'absence d'institutions bancaires en Guinée Bissau permettant de canaliser le crédit vers l'industrie, on ne peut qu'insister sur la nécessité de créer des facilités de crédit. Il est possible, à court terme et moyennant une assistance technique, d'établir un tel dispositif au sein de la Banque nationale de Guinée Bissau. Le programme d'assistance devrait inclure l'instauration de politiques et de procédures de prise en charge des souscripteurs et d'assistance techniques aux petites entreprises.

Système de gestion des pièces de rechange

Cette proposition est à l'étude depuis quelques temps et est reprise dans la liste des projets figurant au chapitre III de ce rapport.

D. Formation technique et développement de la main-d'oeuvre

Instituto de Formacao Profissional de Brá

L'Instituto de Formacao Profissional de Brá (IFP) est le centre de formation principal en Guinée Bissau. Deux cents étudiants y suivent à plein temps trois années de cours en mécanique générale et construction des bâtiments. L'IFP offre également un programme de formation destiné à accroître le savoir-faire des techniciens en électricité, des comptables et des secrétaires déjà au travail.

Le Gouvernement a approuvé un programme de formation professionnelle destiné à améliorer et à étendre le service offert actuellement au niveau technique. En 1982, le programme comprendra des cours d'électro-technique et de mécanique automobile, ainsi qu'une formation aux techniques commerciales, de secrétariat, de gestion et d'agriculture.

L'assistance technique est prodiguée à un niveau bilatéral et international pour fournir l'équipement, la formation d'instructeurs et le développement institutionnel nécessaires. La Banque africaine de développement a été pressentie pour le financement des équipements requis par le programme d'expansion. L'IFP, dans son action, doit cependant faire face à des difficultés en matière de recrutement de personnel national, de transports et d'obtention de matières premières et de fournitures locales.

Bien que la demande en techniciens soit forte, le marché des travailleurs spécialisés pourrait être rapidement saturé en raison du caractère limité du secteur industriel. Il faut donc mettre l'accent sur l'amélioration de la qualité et de la distribution des programmes de formation, sur le recyclage permanent des techniciens au travail et sur le lien à établir entre la formation professionnelle et le plan de développement industriel et agricole. Une évaluation globale des besoins de main-d'oeuvre dans les divers domaines constitue à cet égard une des conditions préalables à la mise en oeuvre d'un programme d'expansion.

Service de gestion industrielle

La création d'un service de gestion industrielle a été proposée afin d'aider les entreprises à résoudre leurs problèmes. On reconnaît généralement que les difficultés rencontrées dans le domaine de la comptabilité, des finances, de la production, de la gestion et du marketing sont partiellement responsables du manque d'efficacité et de rentabilité dans la plupart des entreprises industrielles. Un service de gestion industrielle pourra fournir une formation à la gestion dans le cadre de l'usine et par l'organisation de cours et de séminaires. Ce projet pourra difficilement être mené à bien en raison de la pénurie de personnel national. Il est donc suggéré que, pour un temps, un dispositif soit mis en place à l'IFP pour entreprendre les tâches de ce service de gestion industrielle envisagées au chapitre III de ce rapport.

II. DEVELOPPEMENT DES SOUS-SECTEURS INDUSTRIELS

A. Critères suggérés pour la sélection des projets

Nécessité de disposer de critères de sélection

Le Programme annuel 1980/1981 pour l'industrie contient une liste de projets qui doivent être entrepris et de propositions de projets actuellement à l'étude. Il définit également les domaines prioritaires de développement et insiste sur la nécessité d'assurer que les nouveaux investissements dans le secteur industriel soient orientés dans le sens d'une utilisation optimale des capacités existantes.

Bien que certaines mesures aient été énoncées, il n'y a aucune indication claire quant au programme requis pour orienter le développement industriel vers les objectifs voulus. Il faut donc définir un ensemble de critères de sélection et d'évaluation des projets industriels afin de promouvoir le développement industriel dans les domaines prioritaires.

Valeur ajoutée et contenu domestique

Les critères de valeur ajoutée et de contenu domestique sont proposés en tant qu'éléments directeurs pour la hiérarchisation des projets. La contribution qu'un projet peut apporter aux objectifs de développement industriel est proportionnelle à sa valeur ajoutée et à son contenu domestique. Le tableau 1 indique les éléments qui doivent être pris en considération pour l'évaluation de la valeur ajoutée et du contenu domestique. Cette évaluation est basée sur les coûts d'exploitation au cours d'une année de production à pleine capacité. Chaque poste est analysé en termes de composantes domestiques et étrangères, et pour sa contribution à la valeur ajoutée locale, son contenu domestique et son coût en devises.

Il est recommandé que toutes les propositions de projets, pour le secteur privé ou le secteur public, soient soumises à l'approbation du Ministère de l'industrie selon un formulaire conçu pour fournir les informations figurant au tableau 1. Le Ministère de l'industrie évaluera chaque proposition sur base de sa valeur ajoutée locale et de son contenu domestique.

Tableau 1. Eléments des coûts inclus dans la valeur ajoutée, le contenu domestique et les devises

Poste	Valeur ajoutée a/	Contenu domestique b/	Coûts en devises
1. Matières premières et composantes			
domestiques		x	
étrangères			x
taxes sur les biens et composants importés		x	
2. Fournitures en biens de consommation (conditionnement inclus)			
domestiques		x	
étrangères			x
taxes sur les fournitures en biens de consommation		x	
3. Salaires et appointements (allocations y compris)			
Guinée Bissau	x	x	
Etranger	x		
4. Assurances pour les employés		x	
5. Services			
Eau		x	
Electricité, carburant			
6. Amortissement de l'équipement			
Domestique	x	x	
Etranger	x		x
7. Amortissement des bâtiments	x	x	

8. Frais administratifs (personnel excepté)		x	
9. Frais de vente			
Domestiques	x	x	
Etrangers			x
10. Remboursement des prêts étrangers	x		x
11. Intérêts sur les prêts			
Domestiques	x	x	
Etrangers	x		x
12. Impôts	x	x	
13. Autres frais			
Domestiques	x	x	
Etrangers	x		x
14. Bénéfices			
Capital domestique	x	x	
Capital étranger	x		x
Total			

Note: Une "x" indique que le poste correspondant est inclus dans le calcul des totaux respectifs.

a/ Taux de valeur ajoutée (pour cent) = $\frac{100 \times \text{valeur ajoutée totale}}{\text{coût total} + \text{bénéfice}}$

b/ Contenu domestique (pour cent) = $\frac{100 \times \text{dépenses domestiques}}{\text{coût total} + \text{bénéfice}}$

Autres critères

Les projets peuvent également être évalués d'après l'amplitude des variables définies ci-dessous, et dont l'importance peut être considérée comme égale à celle de la valeur ajoutée et du contenu domestique pour la réalisation des objectifs poursuivis.

1. Indice des économies de devises

$$\frac{\text{Economies annuelles de devises}}{\text{capital total utilisé}}$$

Cet indice mesure la contribution des économies de devises par unité de capital utilisée.

$$\frac{\text{économies annuelles de devises}}{\text{capital étranger utilisé}}$$

Cet indice mesure la contribution des économies de devises par unité de capital étranger utilisée.

2. Indice des coûts salariaux

$$\frac{\text{capital total utilisé}}{\text{nombre total des employés}} = \text{capital}$$

3. Indice du capital excédentaire

$$\frac{\text{Bénéfice d'exploitation, brut, intérêts payés}}{\text{capital total utilisé}} = \text{mesure la contribution aux économies par unité de capital utilisée}$$

4. Taux de protection

$$\text{Protection nominale (pour cent)} = \frac{100 \times \text{total des taxes importées}}{\text{prix c.i.f. équivalents}}$$

$$\text{Protection nominale nette} = \frac{(\text{total taxes (importées)}) \quad (\text{taxes sur les (matériaux imp.)})}{\text{prix c.i.f. équivalents}} \times 100$$

$$\text{Protection minimum requise} = \frac{\text{prix à l'usine} - \text{prix c.i.f.}}{\text{prix c.i.f.}}$$

Les taux de protection présentent le désavantage de fournir moins d'informations que les critères de valeur ajoutée et de contenu domestique. Il peut en outre être difficile de dériver les prix c.i.f. des prix f.o.b.

B. Etude des sous-secteurs industriels

Aliments et boissons

Le sous-secteur des aliments et boissons en est au stade préliminaire de son développement. Il y a, dans la configuration du développement qui se dessine actuellement, deux catégories d'entreprises:

a) les opérateurs au niveau des villages, consistant principalement en entreprises d'une seule personne ou familiales, y compris de petits agriculteurs travaillant à temps partiel et de petits négociants. Les estimations en matière de revenu national indiquent que plus de 50 % de la contribution des sous-secteurs au PNB proviennent des exploitations de ce type;

b) les entreprises de type industriel, comprenant 20 usines au niveau de l'exploitation industrielle. L'entreprise la plus remarquable est une brasserie produisant également des boissons non alcooliques et des eaux gazeuses. On trouve, parmi les autres entreprises, cinq distilleries, une entreprise de produits laitiers, deux boulangeries, une usine de confitures et jus, six installations de décorticage du riz et des arachides, une usine (presque en ruines) pour la production d'huile de palme et trois compagnies de pêche et de conditionnement du poisson pour l'exportation.

Il n'y a pas de chiffres disponibles concernant l'emploi au niveau artisanal (des villages). Toutefois, par rapport aux quelques 600 personnes travaillant en 1979 dans les entreprises de type industriel, ces chiffres doivent être élevés. Les activités à ce niveau requièrent en effet une main-d'oeuvre considérable et apportent une contribution importante à la valeur ajoutée. Avec 210 travailleurs, les entreprises de décorticage de riz et d'arachides étaient les employeurs les plus importants. Les données disponibles pour les usines créées au cours de ces dernières années montrent que le coût de création d'emplois nouveaux dans les entreprises de type industriel est très élevé. Ainsi, pour l'usine de conditionnement des fruits et pour la laiterie implantées en 1977 et en 1979, l'investissement par personne employée s'élevait, respectivement, à 53.571 et 105.262 dollars.

En 1979, l'utilisation des capacités existantes dans le sous-secteur allait de 67 % pour les produits de boulangerie à 2,2 % pour l'huile d'arachide. Les perspectives de développement de l'industrie alimentaire sont limitées par plusieurs facteurs. Il y a pénurie au niveau de la gestion locale et des capacités techniques nécessaires à la création et à l'exploitation des entreprises. Les difficultés rencontrées actuellement confirment le caractère indispensable d'une analyse globale permettant de déterminer la viabilité des projets, mais aussi de la préparation minutieuse des mécanismes organisationnels avant la mise en oeuvre de ces projets. Cet élément est mis en évidence par le cas du complexe de Oumere pour le traitement à grande échelle et semi-automatisé du riz, des arachides et des noix de palme. Comme le potentiel à court terme des agro-industries est limité, l'implantation de grandes installations crée inévitablement une capacité de production excédentaire. A cet égard, une décision doit encore être prise concernant l'utilisation de divers équipements pour le décorticage du riz et des arachides qui ne sont plus nécessaires. Il faudrait étudier les possibilités de les convertir pour une utilisation alternative, le décorticage des noix de coco, par exemple. Il faudrait également envisager la création de petites unités dans les régions du pays productrices de noix de coco pour la fabrication de margarine et de détergent à partir de noix de coco. Il y a, en zone rurale, une forte demande pour ces produits qui sont actuellement fabriqués dans d'autres pays disposant des technologies appropriées.

Nombreuses sont les compagnies qui ne disposent pas de l'organisation et de l'expérience requises pour répondre aux critères de rendement prévus. Il sera donc nécessaire de disposer d'un nombre plus important de gestionnaires et de techniciens pour améliorer la productivité. Ce sont des consultants étrangers qui devront collaborer à l'exploitation des industries jusqu'à ce qu'un nombre suffisant de personnes formées sur place soit disponible.

Les difficultés actuelles sont aussi dues partiellement au problème de l'approvisionnement en matières premières. Il fut un temps où la production de riz et de maïs en Guinée Bissau était suffisante pour répondre à la demande locale mais le déclin

de la productivité depuis quelques années a nécessité l'importation de ces produits en grandes quantités: 54.000 t. de riz et 26.000 t. de maïs en 1981. Les mauvaises conditions climatiques, le brûlage inconsidéré et incontrôlé de la végétation et le refus, de la part des petits agriculteurs de cultiver plus de terres qu'il n'est nécessaire pour leur subsistance sont autant de facteurs qui sont à l'origine du déclin du rendement agricole. Il faut instaurer un programme de développement agricole, de recherche et d'éducation, fournir une source de crédit aux agriculteurs entrepreneurs et organiser les terres cultivables en unités commerciales viables et convenant à la production mécanisée de haut niveau si l'on veut que la production agricole augmente et puisse fournir un excédent destiné à l'industrie alimentaire. L'expérience actuelle de culture mécanisée du riz constitue à cet égard un pas franchi dans la bonne direction. Une action similaire devrait être entreprise pour la culture du manioc. En cas de succès, une telle expérience fournirait la base nécessaire pour une usine produisant de la farine, de l'amidon et de la nourriture pour bétail.

L'entreprise de produits laitiers fonctionne entièrement sur base de lait en poudre importé. L'exploitation a dû être interrompue en novembre 1980 par manque de pièces de rechange. L'usine connaissait également des problèmes de pénurie d'eau, d'interruptions du réseau électrique et de l'absence d'un système adéquat pour le contrôle de qualité. A l'époque où nous avons visité les installations, le lait en poudre était stocké dans le même local que les sacs de détergent. Il est donc recommandé que l'exploitation ne soit pas reprise avant la délivrance d'une autorisation par les autorités sanitaires et l'institution des contrôles de qualité appropriés. Il faudrait également que tout développement ultérieur soit fondé sur un approvisionnement local en lait requérant l'accroissement du cheptel et la création de services de développement afin d'aider les agriculteurs à améliorer les troupeaux laitiers.

L'industrie de la pêche a apporté une contribution économique substantielle en approvisionnant les marchés domestiques et d'exportation. Plusieurs compagnies pratiquent la pêche et le conditionnement du poisson exclusivement pour l'exportation. Des centaines de pêcheurs sont employés au niveau des villages et le projet de

Bubaque, avec 225 pêcheurs, est particulièrement important. Il a démarré en 1979 et, en 11 mois, a produit 580.679 kg de poisson. Un projet actuellement en voie de réalisation à Cacheu a été conçu pour employer des pêcheurs locaux utilisant des bateaux adéquatement équipés. Le projet comportera également des installations de congélation, de conservation par le froid et de production de glace. De nouvelles unités de conservation par le froid sont actuellement installées à Bissau. Le programme d'expansion de l'industrie de la pêche est proposé au moment opportun: il y a en effet des marchés intérieurs non desservis dans les pays voisins. Une utilisation coordonnée des capacités existantes et l'approvisionnement en pièces de rechange et en équipement pour les pêcheurs sont nécessaires au développement harmonieux de cette industrie. L'absence de coordination dans l'utilisation des unités de pêche et de traitement a créé une situation caractérisée par une capacité excédentaire alors que certaines compagnies exportent l'ensemble de leurs produits non conditionnés. Il est clair qu'une utilisation optimale des capacités de traitement exige une coopération au niveau des sociétés d'exportation. Les pêcheurs, quant à eux, subissent de lourdes restrictions, pour ce qui concerne l'achat de matériel et de pièces de rechange, dues à des problèmes de devises. Toutefois, comme l'industrie de la pêche apporte une contribution considérable aux exportations, il faudrait lui accorder une priorité quant à l'attribution des devises. Des mesures doivent être prises afin de résoudre rapidement ces deux problèmes.

Dans le cadre du programme d'expansion de la pêche, il faudrait définir les conditions favorables à la création d'une unité de production de concentrés de protéines de poisson et de farine de poisson destinés à nourrir le bétail. Il faut entreprendre une étude d'ensemble afin de déterminer avec certitude les sites et l'importance du potentiel de pêche. Enfin, le programme doit prévoir la formation du personnel-clé: capitaines de navires de pêche, ingénieurs en mécanique navale et techniciens de la réfrigération.

Au niveau des villages, il faut envisager l'assistance à apporter aux entreprises de fumage et de séchage du poisson.

Produits forestiers

Les entreprises forestières ont largement contribué à l'économie de la Guinée Bissau en desservant le secteur du bâtiment et les marchés d'exportation. Le développement de ce sous-secteur est caractérisé, comme le sous-secteur des produits alimentaires, par deux catégories générales de producteurs, à savoir les entreprises industrielles, essentiellement exportatrices, et les entreprises artisanales de fabrication de mobilier et d'autres produits de menuiserie dans les ateliers des villages. La construction de bateaux de pêche et pour les transports fluviaux constitue une autre activité importante à ce niveau. On estime qu'en 1979, cinq entreprises industrielles employaient 550 personnes. Elles disposent d'une capacité annuelle installée (production du mobilier non comprise) de 30.000 m² pour le parquet et de plus de 1.000 m³ pour le bois scié. La production de bois scié et de parquet s'élevait, respectivement, en 1979 à 5.500 m³ et 42.500 m².

Le développement des industries forestières a souffert de pénuries de bois, de pièces de rechange, et, surtout dans les scieries, d'une insuffisance de matériaux de base comme les huiles de lubrification ou le carburant. Tous les producteurs les plus importants ont maintenant la capacité de plus que doubler leur rendement. La productivité et le rendement ont également rencontré des difficultés dues à l'irrégularité de l'approvisionnement en électricité et à l'insuffisance des capacités de réparation et d'entretien des machines de production. L'importance fondamentale accordée par le Gouvernement au développement de ces industries est à l'origine d'un problème plus grave. Il n'y a en effet aucune concrétisation à ce niveau en raison d'une pénurie générale de main-d'oeuvre pour réaliser les projets, contrôler le sous-secteur et répondre aux initiatives commerciales. Les réserves forestières possèdent cependant un excellent potentiel de développement. Une étude récente a indiqué un potentiel d'environ 762.000 m³ de bois de construction dans une zone de 7.263 km² située au sud du pays. Ces chiffres devront être confirmés par des études complémentaires fournissant une information détaillée quant aux réserves forestières exploitables dans l'ensemble du pays. Il est essentiel d'élaborer un programme de reboisement pour assurer un développement continu du sous-secteur.

Il faudrait à cet égard déterminer si les conditions sont favorables pour la culture des bois tendres qui sont rapidement rentables. Si les résultats d'une telle étude étaient positifs, un programme de plantation sur environ 2.430 ha pourrait constituer ultérieurement la base d'une unité de production de pulpe à papier. Il faut qu'entretemps des mesures adéquates soient prises pour assurer une gestion rationnelle des réserves forestières. Il a déjà été décidé d'accroître la capacité des scieries d'environ 15.000 m³ et de créer des capacités de 1,8 millions de m² pour le bois de placage et de 30.000 m² pour le contre-plaqué. Une assistance technique est nécessaire pour ces projets.

Bien qu'il n'y ait pas d'évaluations disponibles pour le bambou, le jonc et d'autres fibres, les perspectives d'exploitation de ces matériaux paraissent excellentes. Une usine pilote pour la fabrication de mobilier et d'autres objets en bambou et en jonc a été installée pour apporter une formation au niveau de la production artisanale. Un tel procédé de production ne requiert pas de matières premières ni d'équipement ou de carburants coûteux et peut donc être introduit avec facilité dans les villages pour une production autonome de ces articles. Le développement de ce projet devrait pouvoir tirer parti de l'installation des centres de services ruraux proposés afin de venir en aide et de procurer des équipements et des fournitures aux agriculteurs et aux artisans.

Textiles et confection

Le sous-secteur des textiles et de la confection en est encore au stade des premiers balbutiements. Il y a, au niveau industriel, une unité d'égrenage du coton avec une capacité annuelle de traitement de 2.000 tonnes de coton. En 1979, elle ne produisait qu'environ 680 t. de charpie et employait 40 personnes. Il existe également une usine de vêtements ayant une capacité annuelle de 200.000 chemises, pantalons et mouchoirs. La production est basée sur des matières premières importées et s'élevait, en 1979, à 75.000 pièces, avec 50 employés. Au niveau des villages, on estime qu'en 1979, cent tonnes de charpie ont été produites pour être filées et tissées en bandas, un tissu populaire destiné au marché local. Une petite usine de tissage de bandas est en construction et la création d'une petite unité de filage est actuellement à l'étude; elle permettrait

de créer des emplois et fournirait les fibres à l'usine de tissage.

L'absence d'une politique rationnelle du coton constitue l'un des obstacles principaux au développement du sous-secteur. Le tissage de cotonnades est un artisanat bien implanté dans les villages où travaillent des milliers de tisserands. La matière première doit cependant être importée dans une très large mesure. La Guinée Bissau étant, traditionnellement, un pays producteur de coton, des mesures doivent être prises afin d'accroître la production locale destinée à l'industrie textile. Ces mesures doivent comporter l'identification de zones convenant le mieux à la culture du coton. Les agriculteurs qui ne cultivent pas le coton et les producteurs potentiels doivent être aidés au niveau des approvisionnements, de la préparation des terres et d'autres services. L'importante capacité non utilisée dans l'unité d'égrenage accroît le caractère d'urgence des mesures à prendre afin d'augmenter le niveau de production du coton.

Il faut, dans un même temps, préparer un programme d'amélioration de la production textile. Ce programme doit tenir compte des innovations des deux dernières décennies et introduire des techniques de filage et de tissage conçues pour améliorer la qualité des tissus et accroître le rendement sans requérir de capitaux complémentaires. Il doit également être accompagné de mesures élaborées pour fournir des encouragements au plan du crédit et d'autres concessions destinés à promouvoir la petite industrie en zone rurale.

Il existe, outre cette usine de vêtements, plusieurs unités produisant des chemises et des pantalons. Le développement du sous-secteur rencontre des problèmes de pénurie de matières premières, d'interruption du réseau électrique et de manque de pièces de rechange pour dépanner les machines trop souvent en panne. Les perspectives à long terme de cette industrie dépendent directement du développement d'une industrie intégrée du textile et de la confection basée sur la production locale du coton. Il faut, entre-temps, promouvoir les entreprises fonctionnant avec succès par une aide gouvernementale à l'approvisionnement en matières premières et en fournitures essentielles. A cet égard, le problème des licences d'importation pour l'achat de matériaux de base doit être réglé.

Produits non-métalliques

Les matériaux de construction sont fabriqués dans le sous-secteur des produits non-métalliques. Il y a deux usines qui employaient, en 1979, un total de 58 personnes. L'une produit des briques et des tuiles en argile, et l'autre, des tuiles en ciment mosaïque.

Ces deux usines sont confrontées à toute une série de problèmes. Il y a, dans le cas de l'usine de briques et de tuiles, un déséquilibre marqué entre la capacité des fours et celle des machines. A pleine capacité, les fours ne peuvent produire qu'environ 25 % de la capacité des machines installées. Dans les deux usines, les services, limités, de réparation et de réfection ne permettent pas un entretien approprié aux niveaux voulus des machines et de l'équipement. Bien qu'il y ait un cadre administratif, les procédures de planification et de contrôle de production, ainsi que de contrôle de qualité, des coûts et des matériaux ne sont pas adéquates. Les entreprises sont amenées à ne produire que sur commande, et donc épisodiquement, en raison de problèmes de fonds de roulement. Signalons enfin les difficultés habituelles concernant l'approvisionnement en matières premières et l'irrégularité du réseau électrique.

Il n'existe pas d'informations détaillées quant aux quantités, à la qualité et aux sites des gisements des minéraux non-métalliques en Guinée Bissau. Des études géologiques sont réalisées actuellement pour déterminer la présence d'argile, de phosphates et de coquilles de mollusques. Cette absence de données n'a pas empêché l'utilisation de l'argile dans la construction. Une nouvelle usine, avec une capacité annuelle de 260.000 briques et de 2.000.000 de tuiles est actuellement en construction à Bafata. La production devrait démarrer en 1981. Soixante personnes sont employées, et l'investissement total s'élève à 2.040.000 dollars. Une usine pilote pour la fabrication de chaux à partir de coquilles de mollusques est actuellement à l'étude. L'unité disposera d'un four à bois et sera conçue selon le modèle d'une installation du même type implantée au Sénégal. Sa capacité mensuelle sera de 50 tonnes. Peu de projets industriels ont fait l'objet d'une étude détaillée et certaines réserves peuvent être émises concernant la viabilité des deux projets. Bien que l'usine de tuiles et briques soit en

construction, la forme de l'organisation de projets à long terme n'a pas encore été définie. Certaines questions peuvent également être soulevées quant à la disponibilité de l'eau en quantités suffisantes sur le site choisi et à l'usine de chaux qui n'a pas encore fait l'objet d'une étude approfondie pour confirmer la disponibilité des coquilles de mollusques et du bois; le site de cette unité doit être choisi. Bien que le potentiel pour l'implantation de grandes unités industrielles soit limité, les perspectives sont plus favorables pour ce qui concerne le développement des matériaux de construction pour le secteur rural. Le sous-secteur des matériaux de construction a en effet apporté une contribution plus importante au PNB au niveau des entreprises rurales qu'à celui des entreprises industrielles.

Il faut également aider les populations rurales à régler rapidement les problèmes de logement grâce à des techniques de construction appropriées. Afin de réaliser cet objectif, il faut avant tout élaborer un programme d'investissement pour les matériaux locaux de construction permettant de réduire les coûts, d'améliorer et d'accroître les fournitures. Un tel programme devrait comporter les mesures suivantes:

- a) inventaire des minéraux non-métalliques, du bois, du bambou et des fibres naturelles;
- b) inventaire des méthodes et techniques de production éprouvées et adéquates: fabrication de ciment à partir de cendre de paille de riz et de chaux, de paille de riz et d'argile pozzolane et de plaques de revêtement pour toitures en ciment et fibres végétales (de coco, par exemple);
- c) fourniture, par l'intermédiaire des centres de services ruraux proposés, d'informations, d'aide et de formation techniques pour les matériaux alternatifs de construction et leurs applications;
- d) subvention de la production de matériaux de construction peu coûteux;

e) modifications imaginatives des normes et règlements en matière de construction pour encourager l'application de nouvelles techniques;

f) assistance internationale afin d'obtenir des informations et un soutien pour la création d'installations de recherche et de développement;

g) installation d'unités pilotes de logement pour démontrer l'utilisation des matériaux et techniques alternatifs de construction.

Une assistance technique sera requise pour réaliser le programme.

Produits métalliques

Le sous-secteur consiste en une fabrique de clous qui a été fermée en raison d'un manque de matières premières, et en une usine de barils d'une capacité annuelle de 70.000 unités. En 1979, la production était de 4.000 unités. Un garage pour la réparation et l'entretien de moteurs diesel, de camions et d'automobiles, avec une capacité annuelle de 400 véhicules, est en construction. Les installations coûteront environ 14 millions de dollars et emploieront 80 personnes. L'unité s'occupera également de pièces de rechange et de formation de techniciens. Une usine de fabrication de divers produits métalliques destinés essentiellement à l'agriculture, et assurant l'entretien et la réparation des stocks existants de machines de travail sur métaux est également en construction. La création d'une usine de produits de fonderie à partir de ferrailles recyclées est à l'étude et l'installation d'une unité de montage de bicyclettes a été proposée.

La croissance rapide des investissements dans le sous-secteur exige une planification judicieuse des structures organisationnelles et institutionnelles pour que les projets puissent être menés à bien. L'attribution des devises devra être programmée pour déterminer les montants adéquats destinés aux matières premières, aux pièces de rechange et aux autres fournitures essentielles pour assurer le fonctionnement des unités.

L'extension du programme d'attribution des devises requiert la création d'un système de gestion des pièces de rechange pour promouvoir la normalisation et procéder aux achats et à la distribution par l'intermédiaire d'une agence centrale. Des mesures de restriction doivent également être prises rapidement pour certaines marques de véhicules..

Produits en caoutchouc

Le sous-secteur des produits en caoutchouc comprend une entreprise de caoutchouc pour matelas approvisionnant le marché local et d'autres marchés très lucratifs dans des pays voisins. Cette usine fut fermée provisoirement en mars 1981 en raison d'une pénurie de matières premières. Une aide est requise pour la création d'une organisation interne assurant l'exploitation efficace de l'usine.

Plastiques

L'implantation d'une usine de fabrication de divers produits moulés en plastique aurait dû être achevée et la production aurait dû démarrer en 1981. L'usine était conçue pour employer 50 personnes, avec un investissement d'environ 3,3 millions de dollars et une capacité annuelle de 600 tonnes de résine. La décision d'investir dans ce projet ne fut pas précédée d'une analyse détaillée des conditions techniques, économiques et financières nécessaires à la réalisation du projet. Il faut à présent élaborer un programme adéquat de formation et développer les activités de vente et de promotion avant que l'usine n'entame la production. Une attention particulière devrait être accordée à la planification de l'organisation interne de l'usine, notamment pour ce qui concerne le système administratif.

Constructions navales et réparations

Cette industrie est l'une des plus anciennes en Guinée Bissau. Elle employait 349 personnes en 1979 mais est actuellement confrontée à de graves problèmes d'usure et de vieillissement du matériel. La question du remplacement partiel de l'équipement a dû être soulevée en raison de la détérioration des machines et du recul de la productivité. La volonté de développer l'industrie de la pêche et des transports intérieurs requiert également un extension de

ces installations. Face à cette situation, il est urgent de mettre en oeuvre un programme d'expansion et de rénovation. Les points principaux d'un tel programme doivent inclure les améliorations au niveau de l'organisation et la création d'un système d'entretien préventif avec ateliers de réparation, et constitution de stocks de pièces de rechange.

Montage d'automobiles

Le sous-secteur comporte une usine de montage d'automobiles employant actuellement 135 personnes et ayant une capacité annuelle de 500 unités. Le manque de matières premières a provoqué un ralentissement de la production. A la différence de plusieurs autres usines que nous avons visitées, cette unité dispose de centres séparés pour la production, les finances, l'administration et les services. Elle dispose également d'installations de production d'électricité et d'un système interne de réparation et d'entretien.

Cuir et chaussures

Il n'existe pas d'entreprise spécialisée dans la fabrication de chaussures, bien que plusieurs ateliers produisent et réparent les chaussures et fabriquent des produits artisanaux en cuir. Les perspectives de ce sous-secteur semblent bonnes. Une étude récente réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) permet d'estimer le cheptel à 257.856 têtes. Les chiffres annuels pour l'abattage ne sont pas disponibles mais pour la seule ville de Bissau, la moyenne s'élevait, pour la période 1978-1980, à 5.032. On peut raisonnablement estimer que l'abattage annuel représente environ 10 % du cheptel, soit 26.000 têtes. Les bases semblent suffisantes pour envisager la viabilité d'une petite tannerie. Cette unité permettrait d'améliorer la qualité des peaux locales utilisées par les fabricants de chaussures. Il faudrait envisager également la création d'un centre de développement technique des produits du cuir permettant d'apporter les améliorations nécessaires en matière de rendement, de contrôle de qualité et de formation.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. Conclusions

1. Les obstacles au développement industriel envisagés dans ce rapport peuvent être résumés comme suit:

a) difficultés relatives à l'infrastructure industrielle, et notamment: sélection, préparation, évaluation et mise en oeuvre des projets; formation des gestionnaires, superviseurs et opérateurs; réparation et entretien; approvisionnement en pièces de rechange; accès au crédit; distribution des services à l'industrie rurale;

b) difficultés relatives aux opérations: faibles niveaux de production, de rendement, de rentabilité et d'utilisation des capacités; discontinuité dans l'approvisionnement en matières premières, courant électrique et autres fournitures essentielles; insuffisance de l'entretien des machines et de l'équipement; pénurie de capacités de gestion et de supervision; fonds de roulement inadéquats; faiblesse de l'organisation des usines; absence de liens et de coordination industrielles.

2. Une assistance technique complémentaire est requise afin d'aider au renforcement de l'infrastructure institutionnelle et industrielle, et de promouvoir leur efficacité organisationnelle et opérationnelle.

3. Les domaines suivants demandent une aide urgente:

a) achèvement des projets en cours ou prévus, et pour lesquels aucune assistance technique n'a été prévue;

b) étude de la possibilité d'améliorer la production d'huile et de savon à partir de l'huile de palme, et de produire des détergents à partir d'huile de coco;

c) envisager la faisabilité d'une unité de traitement du manioc pour la production industrielle d'amidon, de farine etc.;

d) programme d'amélioration des industries textile et des produits en cuir;

e) programme pour la fabrication et l'application de matériaux de construction peu coûteux;

f) création d'un système d'entretien préventif et d'un dépôt de pièces de rechange;

g) répondre à la demande pour les produits en papier et le papier de recyclage;

h) étude de faisabilité d'une usine produisant des concentrés de protéines et de la nourriture pour bétail;

i) besoins en matière d'emballages industriels;

j) étude de faisabilité pour la conversion à des usages alternatifs de machines de décorticage du riz et des arachides.

B. Recommandations

1. Une assistance technique complémentaire doit être accordée afin de répondre aux besoins immédiats de développement.

2. Il faut créer un département de recherche dans le cadre du Ministère de l'industrie afin de renforcer la capacité de ce Ministère pour qu'il puisse assumer son rôle de direction du développement et de coordination des activités de développement. Les fonctions spécifiques de l'unité proposée seraient:

a) déterminer les lignes directrices pour le développement industriel;

b) préparer un plan de développement à long terme pour le secteur industriel;

c) élaborer une stratégie à court terme des politiques et mesures à instaurer pour le développement industriel;

d) entreprendre la préparation des projets et les études d'évaluation;

e) coordonner les activités de développement industriel dans les entreprises de type industriel et les agences d'assistance;

f) entreprendre l'action nécessaire pour le renforcement des capacités des entreprises existantes et l'amélioration de leur rendement;

g) assurer la prise de contact avec les donateurs pour toutes les questions techniques et économiques.

3. Un service de gestion industrielle devrait être créé pour fournir un service de consultation à l'industrie et assurer la formation en usine pour la gestion industrielle pratique. Les fonctions spécifiques de ce service seraient:

a) étude et évaluation des performances des entreprises industrielles existantes;

b) travail de consultant auprès des entreprises;

c) étude et amélioration des opérations industrielles, et notamment de l'organisation des usines, des méthodes de production, des sources de matières premières et des procédures d'achat, de l'approvisionnement en équipement, des procédures et services de réparation et d'entretien, du système de contrôle des matériaux et des coûts, du financement, de l'utilisation des capacités, du contrôle et de la planification de la production, du marketing et de la distribution;

d) organisation de cours et de séminaires de formation pour la gestion de niveau intermédiaire, y compris pour la comptabilité, le marketing, la gestion et l'organisation de la production;

e) formation en usine.

4. Les nouveaux investissements à engager dans le développement du secteur rural constituent un des objectifs principaux du plan de développement en Guinée Bissau. La capacité de production de ce secteur doit être améliorée afin d'accroître le rendement pour une gamme plus large de produits. En outre, si l'on considère l'importance de la concentration industrielle dans la seule ville de Bissau, il est nécessaire et urgent d'établir dans le pays une structure de développement industriel plus équilibrée. Il est donc recommandé que l'assistance technique envisage la faisabilité de la création d'un ou de plusieurs centres de services ruraux afin de fournir des services ruraux intégrés dans les principaux centres d'activités rurales.

Les fonctions de ces centres seraient:

- a) étude et évaluation des centres existants d'activités rurales à Bissau, Bafata, Biomko, Bolama, Quinata, Cacheu, Gabu, Oio et Tombali;
- b) détermination de la demande et des besoins ultérieurs en matière de facilités physiques en Guinée Bissau;
- c) élaboration d'un modèle de centre, avec bureaux pour le personnel d'extension et autres services;
- d) évaluation des sites adéquats dans les diverses régions du pays;
- e) préparation des plans de travail, des estimations des coûts de construction, des délais prévus et des plans des centres;
- f) préparation d'un plan pour le développement ultérieur des centres de services ruraux en Guinée Bissau;
- g) présentation des recommandations pour l'action à court terme à entreprendre pour ce qui concerne les centres de services ruraux.

ANNEXE I

INDUSTRIES EXISTANTES EN GUINEE BISSAU

Tableau 2. Liste des industries en Guinée Bissau

Nom et site	Produit	Capacité annuelle	Production	Emploi	Début de production	Propriété
1. Cicer/Bissau	Bière	15 millions de l	4,0 millions de l en 1979	168	1974	Entreprise à participation
	Boissons non alcooliques	5 millions de l	1,0 millions de l en 1979			
	Eau de table	1 million de l	1,2 millions de l en 1980			
2. Blufo/Bissau	Lait	4,5 millions de l	730 000 de l en 1979	38	1979	Etat
3. Titina Sila/Bolama	Jus d'acajou	40 000 millions de l	26 500 de l en 1980	28	1977	Etat
4. Distilleries (13 privées, 2 publiques), divers sites	Boissons alcooliques	...	plus d'un million de l en 1979		avant l'indépendance	
5. Boulangerie Independencia/Bissau	Pain	3,5 millions de pains	2,2 millions de pains en 1979	28	1975	Etat
6. Boulangerie Cacheu/Bissau	Pain	4,3 millions de pain	3 millions de pains en 1979	33	1976	Privé
7. Boulangerie Djami/Bissau	Pain				1980	Privé
8. Fabrique de glace/Bissau	Blocs de glace	110 000 blocs de 15 kg	9 309 blocs en 1979	8	avant l'indépendance	Etat
9. Armaz d'Povo/Bissau	Huile de palme	1 million de l	...	...	avant l'indépendance	Etat

Nom et site	Produit	Capacité annuelle	Production	Emploi	Début de production	Propriété
10. Casa Gouveia/ Bissau	Huile d'ara- chide Riz décortiqué Arachides dé- cortiquées	3 millions de l 7 200 t 30 000 t	1,3 millions de l en 1979 1 531 t en 1979 5 400 t en 1979	116	1952	Privé
11. Socomin/Bissau	Huile d'ara- chide Riz décortiqué	3 millions de l 25 000 t	...(en 1979) 510 t en 1979	23	1950	Etat
12. Socomin/Solama	Arachides dé- cortiquées	...	1 900 t en 1979 3 600 t en 1979			
13. Socomin/Pinta	Arachides dé- cortiquées	...	468 t en 1977 157 t en 1978	5	...	Etat
14. Socomin/Bafatá	Arachides dé- cortiquées	...	2 758 t en 1977 2 213 t en 1978	20	...	Etat
15. Socomin/Bigene	Arachides dé- cortiquées	...	-	23	...	Etat
16. Socotram/Bissau	Bois scié Parquet	10 000 m ³ 100 000 m ³	6 640 m ³ en 1980 80 000 m ³ en 1980	420	avant l'indé- pendance	Etat
17. Maca/Bissau	Mobilier	...	...	86	1978	Etat
18. Cabevi/Bissau	Mobilier	...	...	20	avant l'indé- pendance	Privé
19. Oup/Bissau	Mobilier, por- tes, fenêtres	...	...	20	avant l'indé- pendance	Coopérative
20. Ceramica de Bandin/ Bissau	Briques et tuiles	2 700 m ³ Matières premières	1 900 m ³ en 1978 1 800 m ³ en 1979	41	1977	Etat
21. Cement Mosaic/Bissau	Mosaïque de ciment	...	5 475 m ² en 1979	17	avant l'indé- pendance	Etat

Nom et site	Produit	Capacité annuelle	Production	Emploi	Début de production	Propriété
22. Buiné Gaz/Bissau	Oxygène Acétylène	120 000 m ³ 120 000 m ³	1 400 m ³ par mois en 1981 400 kg par mois en 1981	25	1981	Etat
23. Ponsau na Isna/Bissau	Matelas mousse, matériau mousse de rembourrage	323 t de matières premières	3 560 pièces en 1979 5 174 m ³ de matériau de rembourrage	20	1977	Etat
24. Bissau	Pantalons, chemises, mouchoirs	200 000 pièces	75 000 pièces en 1979	50	1968	Privé
25. EGA/Bissau	Montage d'auto- mobiles	500	...	117	1979	Etat
26. Chantier naval Guinée Bissau/Bissau	Réfection des navires	70 bâtiments (jusqu'à 200 t)	15 réparations en 1979	278	avant l'indé- pendance	Etat
27. Chantier naval Armazén do Povó/Bissau	Réfection des navires	...	...	55	avant l'indé- pendance	Etat
28. Chantier naval Socomin/Bissau	Réfection des navires	...	...	99	avant l'indé- pendance	Etat
29. Fabrique de barils/Bissau	Barils de 200 l	70 000 unités	4 000 unités en 1979	16	...	Entreprise à participation
30. Cabevi/Bissau	Clous de dif- férentes di- mensions	1,5 t par jour	...	7	1976	Privé

Source: Ministère de la Planification.

ANNEXE II

PROJETS DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN GUINEE BISSAU

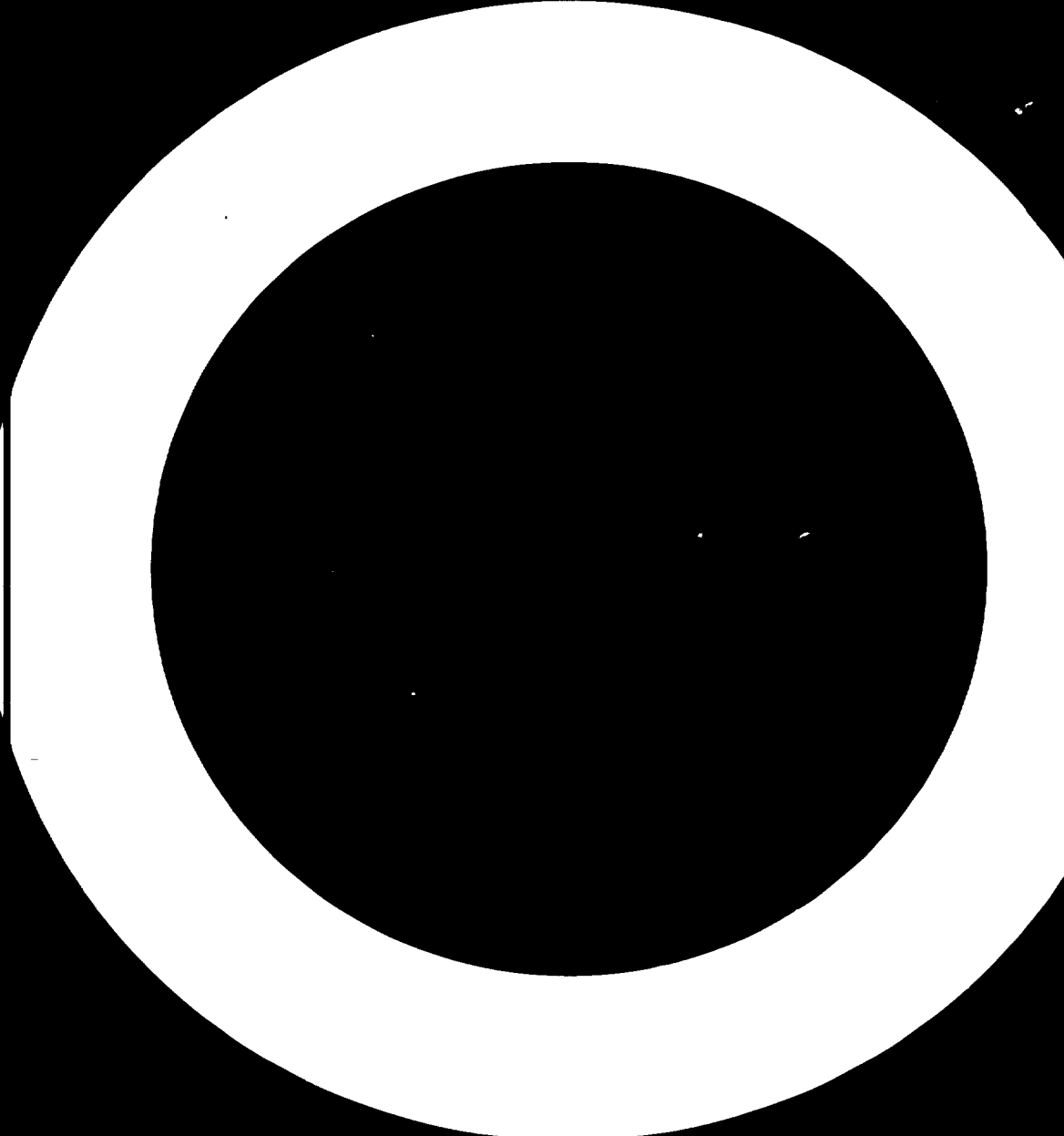
Tableau 3. Proposition de programme 1981 - 1985 pour les investissements industriels
(en milliers de dollars)

Type d'industrie	Coût total estimé	Déboursement					
		1981	1982	1983	1984	1985	Après 1985
<u>Projets en construction ou à l'étude</u>							
1. Conditionnement des noix d'acajou	1 250	-	-	200	600	450	
2. Etude du projet "huile de palme"	90	90	-	-	-	-	
3. Distillation d'alcool	2 857 ^{a)}						
4. Sucrierie	400	-	100	300	-	-	
5. CAIC/Complexe de Oumere	19 000	2 000 ^{b)}					
6. Projet de pêcheerie (CACHEU)	6 000	500	1 500	2 000	2 000	-	
7. Scierie	286	-	286	-	-	-	
8. Fabrication de bois de placage et contre-plaqué	6 250		800	1 000	1 500	2 500	405
9. Tissage de bandes	160	160	-	-	-	-	
10. Développement de l'industrie textile	20	-	20	-	-	-	
11. Développement de l'industrie du cuir	20	-	20	-	-	-	
12. Briqueterie et tuilerie	2 040 ^{a)}						
13. Production de matériaux d'emballage	...						

Type d'industrie	Coût total estimé	Déboursement					
		1981	1982	1983	1984	1985	Après 1985
14. Unité métal-mécanique	1 500 ^{a)}						
15. Projet CMC (Volvo)	...						
16. Projet "Bicyclettes et équipement agricole"	...						
17. Gestion des pièces de rechange	6 000	-	-	1 200	1 200	1 700	1 900
18. Produits de fonderie	370	-	100	270	-	-	
19. Installations de construction navale	2 000	-	1 000	1 000	-	-	
<u>Nouveaux projets</u>							
20. Développement du manioc	4 500	-	-	900	1 000	2 000	1 600
21. Farine de poisson et concentrés de protéines	180	-	-	-	180		
22. Margarine et savon à partir d'huile de coco	300	-	130	170	-	-	
23. Panneaux de béton en fibre végétal	10	10	-	-	-	-	
24. Ciment de cendre de paille de riz	50	-	-	50	-	-	
25. Usine pilote pour la fabrication de chaux	71	-	71	-	-	-	
26. Matériaux de construction de technologie intermédiaire	200	-	30	40	50	80	
27. Extraction et traitement des fibres de coco	50	-	250	250	-	-	

a) Plan de déboursement inconnu

b) Déboursement final



Liste des Projets

La liste des projets reprend les projets en construction ou à l'étude, ainsi que les propositions de nouveaux projets. Il a été tenu compte, lors de l'établissement de cette liste, de la préparation du programme d'investissements industriels présenté au tableau 3. En raison d'une manque d'informations, même pour les projets actuellement en construction, cette liste n'a cependant pas pu être complétée. Il est proposé que le Ministère de l'industrie s'efforce en priorité d'achever le programme d'investissements industriels pour le premier Plan quinquennal.

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: CONDITIONNEMENT DES NOIX D'ACAJOU

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 1.250

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 1.250

5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNU E

6. DESCRIPTION: création d'une usine pour le décorticage et le conditionnement des noix d'acajou; essentiellement produit d'exportation. L'unité aura une capacité annuelle de 1.200 à 1.500 tonnes.

7. JUSTIFICATION: la Guinée Bissau est, traditionnellement, exportatrice de noix d'acajou non décortiquées. Les exportations sont passées de 770 tonnes en 1966 à environ 1.000 tonnes en 1977, ce qui représente un taux annuel de croissance d'environ 2.3 %. Le projet augmentera la valeur ajoutée locale d'un produit déjà traditionnellement d'exportation.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX	-	500	500	40
COUTS EXTERIEURS		750	750	60
TOTAL		1.250	1.250	
%		100		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL			-	-		-	-
EXTERIEUR			200	600	450	1.250	
TOTAL			200	600	450	1.250	

10. ETAT DE PREPARATION: le projet a été défini.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: préparation du rapport de faisabilité afin d'aider à la prise de décision en matière d'investissements.

(II)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: HUILE DE PALME

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 90

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 90

5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE

6. DESCRIPTION: l'objectif du projet est de determiner la faisabilité de la création d'une usine pour cette production.

7. JUSTIFICATION: ce projet contribuera au développement de l'industrie du traitement des produits agricoles.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX	-	-	-	-
COUTS EXTERIEURS		90	90	
TOTAL		90	90	
%		100		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL							
EXTERIEUR	90					90	
TOTAL	90					90	

10. ETAT DE PREPARATION: les analyses préliminaires ont déjà déterminé les domaines pour l'étude de faisabilité. Un projet devrait être soumis pour l'assistance technique.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: une équipe composée d'un économiste en matière agricole, d'un ingénieur et d'un analyste financier afin d'étudier les conditions techniques, institutionnelles, économiques et financières requises pour la réalisation des objectifs du projet.

(III)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: DISTILLATION D'ALCOOL

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 2.857 (UNIQUEMENT MACHINES ET EQUIPEMENT)

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 2.857

5. AGENCE DE FINANCEMENT: BANCO DO BRASIL

6. DESCRIPTION: distillation d'un boisson alcoolique à partir du sucre de canne.

7. JUSTIFICATION: le projet contribuera au développement de l'industrie du traitement des produits agricoles.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COÛTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COÛTS LOCAUX				
COÛTS EXTERIEURS				
TOTAL				
%				100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL							
EXTERIEUR							
TOTAL							

10. ETAT DE PREPARATION: le concept du projet doit être clairement défini et développé.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: le donateur est censé fournir l'assistance technique requise.

(IV)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: SUCRERIE

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 400

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 400

5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE

6. DESCRIPTION: création d'une unité de raffinage du sucre, d'une capacité annuelle de 1.000 tonnes. Il est proposé, en cas de succès du projet, de créer sur d'autres sites deux ou trois autres unités de capacité similaire. Le projet produira également de la nourriture pour bétail.

7. JUSTIFICATION: la production remplacera le sucre importé et contribuera également au développement de l'élevage industriel local.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX	-	60	60	15
COUTS EXTERIEURS		340	340	85
TOTAL		400	400	
%		100		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL		-	-	-	-	-	-
EXTERIEUR		100	300			400	
TOTAL		100	300			400	

10. ETAT DE PREPARATION: les grandes lignes de l'idée du projet ont été dégagées.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: préparation d'une étude des possibilités afin de déterminer les zones critiques pour la mise en oeuvre du projet.

(V)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: COMPLEXE AGRO-INDUSTRIEL DE CUMERE

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 19.000

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 19.000

5. AGENCE DE FINANCEMENT: OPEC/FOND SPECIAL SAUDIEN

6. DESCRIPTION: traitement d'une série de matières premières agricoles.
Capacités annuelles prévues:
Huile de palme: 20.000
Huile alimentaire d'arachide: 5.000
Savon: 1.500
Tourteaux d'arachides: 15.000
Farine d'arachide: 5.000
Riz décortiqué: 32.000
7. JUSTIFICATION: les arachides, le riz et les noix de palme constituent des matières premières potentielles pour le traitement industriel des produits agricoles. La production mécanisée des matières premières constitue toutefois un facteur, probablement essentiel, du succès du projet en raison de l'importance des capacités prévues et du haut niveau de la technologie impliquée.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX	-	1.900	1.900	10
COUTS EXTERIEURS	-	17.100	17.100	90
TOTAL		19.000	19.000	
%		100		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL							
EXTERIEUR	2.000					19.000	
TOTAL	2.000					19.000	

10. ETAT DE PREPARATION: retards dans la construction dus à une pénurie de ciment et d'autres matériaux.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: les donateurs sont censés apporter une assistance technique à tous les stades de la réalisation du projet.

(VI)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: PECHE ET CONDITIONNEMENT DU POISSON (CACHEU)

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 6.000

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 6.000

5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE

6. DESCRIPTION: l'objectif du projet est la création
 - (I) d'une flotte de pêche
 - (II) d'un complexe pour le traitement du poisson, avec installations appropriées de congélation, de conservation par le froid et de production de glace
 - (III) d'un service de formation pour le personnel-clé

7. JUSTIFICATION: le projet permettra d'améliorer la capacité de production de poisson conditionné pour la consommation locale et pour l'exportation pour les marchés non exploités dans les pays africains voisins. Il accroîtra la valeur ajoutée locale en volume des exportations des produits de la pêche.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX	600	600	1.200	20
COUTS EXTERIEURS	-	4.800	4.800	80
TOTAL	600	5.400	6.000	
%	10	90		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL	200	400	-	-	-	600	-
EXTERIEUR	300	1.100	2.000	2.000	-	5.400	-
TOTAL	500	1.500	2.000	2.000	-	6.000	-

10. ETAT DE PREPARATION: la mise en oeuvre du projet a été entamée.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: déjà fournie.

(VII)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: SCIERIE

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 286

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 286

5. AGENCE DE FINANCEMENT: SIDA

6. DESCRIPTION: création d'une scierie avec une capacité annuelle de 5.000 m3.

7. JUSTIFICATION: la Guinée Bissau dispose du potentiel nécessaire pour le développement d'une industrie forestière (y compris la production du bois de construction) orientée vers l'exportation.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX	-	-	-	-
COUTS EXTERIEURS		286	286	100
TOTAL		286	286	
%		100		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL							
EXTERIEUR		286	-	-	-	286	
TOTAL		286	-	-	-	286	

10. ETAT DE PREPARATION: Etude de faisabilité du projet actuellement en préparation.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: la SIDA est censé apporter l'assistance technique nécessaire.

(VIII)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: FABRIQUE DE BOIS DE PLACAGE/CONTRE-PLAQUE

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 6.250

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 6.250

5. AGENCE DE FINANCEMENT: SIDA

6. DESCRIPTION: la scierie est installée pour des capacités annuelles de 1.800.000 m2 de bois de placage et 30.000 m2 de contre-plaqué. Emploi prévu: 90 travailleurs. Ce projet est lié au projet de scierie.

7. JUSTIFICATION: la Guinée Bissau dispose du potentiel nécessaire pour le développement d'une industrie forestière, y compris de production de bois de placage et de contre-plaqué.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COÛTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COÛTS LOCAUX		1.250	1.250	20
COÛTS EXTERIEURS		5.000	5.000	80
TOTAL		6.250	6.250	
%		100		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL							
EXTERIEUR		800	1.000	1.500	2.500	5.800	450
TOTAL		800	1.000	1.500	2.500	5.800	450

10. ETAT DE PREPARATION: Le rapport de faisabilité est terminé.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: La SIDA est censé apporter l'assistance technique nécessaire.

DESCRIPTION DE PROJET

(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: UNITE DE TISSAGE DE BANDES
2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:
3. COUT ESTIME DU PROJET: 160
4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 160
5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE
6. DESCRIPTION: Création d'une unité produisant des bandes tissées.
7. JUSTIFICATION: non disponible.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX	-	-	-	-
COUTS EXTERIEURS	-	160	160	80
TOTAL	-	160	160	
%				100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL							
EXTERIEUR	160	-	-	-	-	160	
TOTAL	160	-	-	-	-	160	

10. ETAT DE PREPARATION: bien que l'usine soit actuellement en construction, le concept du projet n'a pas encore été défini clairement.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: étude des conditions techniques, économiques, financières et institutionnelles déterminant la faisabilité du projet.

(X)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE TEXTILE

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 20

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 20

5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE

6. DESCRIPTION: orientation de l'industrie textile dans le sens d'un
accroissement de l'emploi rural et du rendement, et d'une amélioration
de la qualité de la production.

7. JUSTIFICATION: l'industrie textile présente un excellent potentiel à
développer pour ce qui concerne l'emploi, la valeur ajoutée locale
et l'interaction avec l'agriculture.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX	-	-	-	-
COUTS EXTERIEURS	-	20	20	
TOTAL	-	20	20	
%		100		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL	-	-	-	-	-	-	
EXTERIEUR	-	20	-	-	-	20	
TOTAL	-	20	-	-	-	20	

10. ETAT DE PREPARATION: le concept du projet a été élaboré.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: un spécialiste de l'industrie textile, pour trois mois.

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DU CUIR

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 20

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 20

5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE

6. DESCRIPTION: orientation de l'industrie du cuir et des produits en cuir dans le sens d'un accroissement de l'emploi rural et du rendement, et d'une amélioration de la qualité de la production.

7. JUSTIFICATION: l'industrie du cuir et des produits en cuir présente un excellent potentiel à développer pour ce qui concerne l'emploi, la valeur ajoutée locale et l'élevage industriel.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX	-	20	20	-
COUTS EXTERIEURS	-	20	20	-
TOTAL	-	20	20	-
%		100		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL	-	-	-	-	-	-	-
EXTERIEUR	-	20	-	-	-	20	-
TOTAL	-	20	-	-	-	20	

10. ETAT DE PREPARATION: le concept du projet a été développé.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: un spécialiste de l'industrie du cuir, pour trois mois.

(XII)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: BRIQUETERIE ET TUILERIE

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 2.040

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 2.040

5. AGENCE DE FINANCEMENT: SIDA

6. DESCRIPTION: production de briques et de tuiles, avec des capacités annuelles prévues de 260.000 et 2.080.000 pièces, respectivement. Emploi prévu pour l'usine: 60 travailleurs.

7. JUSTIFICATION: le projet permettra une économie de devises et créera des emplois dans la région rurale de Bafata.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX				
COUTS EXTERIEURS				
TOTAL				
%				100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL							
EXTERIEUR							
TOTAL							

10. ETAT DE PREPARATION: l'usine est en construction.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE:

(XIII)

DESCRIPTION DE PROJET

(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: PRODUCTION DE MATERIAUX D'EMBALLAGE

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: INCONNU

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: INCONNU

5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE

6. DESCRIPTION: le projet analysera les besoins de la Guinée Bissau en matière d'emballage et évaluera la faisabilité de la création d'installations pour la production de matériaux d'emballage à partir de sources diverses. papier y compris.

7. JUSTIFICATION: il y a une demande non satisfaite considérable de matériaux d'emballage.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX				
COUTS EXTERIEURS				
TOTAL				
%				100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL							
EXTERIEUR							
TOTAL							

10. ETAT DE PREPARATION: le concept de base du projet a été défini; requête d'assistance technique auprès de l'ONUDI.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: analyse des conditions techniques, économiques, financières et institutionnelles pour la viabilité du projet.

(XIV)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: UNITE METAL-MECANIQUE

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 1.500

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 1.500

5. AGENCE DE FINANCEMENT: SIDA

6. DESCRIPTION: fabrication de divers produits métalliques essentiellement destinés à l'agriculture. Le projet comportera également un service de réparation et d'entretien pour certains stocks existants d'équipement de travail sur métaux.

7. JUSTIFICATION: le projet renforcera la capacité de fourniture d'un service de réparation et d'entretien et produira des outils nécessaires à l'agriculture.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX				
COUTS EXTERIEURS				
TOTAL				
%				100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL							
EXTERIEUR							
TOTAL							

10. ETAT DE PREPARATION: l'usine est en construction.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: à tous les stades de la réalisation du projet.

DESCRIPTION DE PROJET

(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: CENTRO DE MANUTENCAO DE CAMIOES (CMC) - VOLVO

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: INCONNU

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: INCONNU

5. AGENCE DE FINANCEMENT: SIDA

6. DESCRIPTION: le projet comporte la création d'un atelier disposant de l'équipement, des outils et des accessoires adéquats pour la réparation et l'entretien des véhicules motorisés, ainsi que pour la formation des techniciens. Il s'occupera également de pièces de rechange.

7. JUSTIFICATION: le projet permettra (a) de renforcer la capacité de fourniture d'un service d'entretien dont le pays a un besoin pressant et (b) d'accroître le nombre de personnel semi-qualifié et qualifié, ainsi que d'améliorer la formation des travailleurs.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX				
COUTS EXTERIEURS				
TOTAL				
%				100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL							
EXTERIEUR							
TOTAL							

10. ETAT DE PREPARATION: construction de l'usine en voie d'achèvement.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: apportée par VOLVO.

(XVI)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: FABRICATION DE BICYCLETTES ET D'EQUIPEMENT AGRICOLE

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: INCONNU

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: INCONNU

5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE

6. DESCRIPTION: création d'installations destinées à la fabrication de bicyclettes et d'équipement agricole.

7. JUSTIFICATION: le projet créera des emplois et contribuera à répondre à la demande en biens de ce type, particulièrement en zone rurale.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COÛTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COÛTS LOCAUX				
COÛTS EXTERIEURS				
TOTAL				
%				100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL							
EXTERIEUR							
TOTAL							

10. ETAT DE PREPARATION: étude du projet en cours.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: pour la réalisation du projet.

(XVII)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: SYSTEME DE GESTION DES PIECES DE RECHANGE

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 6.000

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 6.000

5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE

6. DESCRIPTION: le projet établira une organisation centrale pour l'achat et la distribution des pièces de rechange, fournira une formation technique pour la gestion de magasin, assurera le maintien d'un stock de pièces essentielles et le développement de la normalisation.

7. JUSTIFICATION: le projet fournira l'infrastructure industrielle dont le pays a grand besoin pour les services de réparation et d'entretien.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX				
COUTS EXTERIEURS	600	5.400	6.000	100
TOTAL	600	5.400	6.000	
%	10	90		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL			200	200	200	600	-
EXTERIEUR			1.000	1.000	1.500	3.500	1.900
TOTAL			1.200	1.200	1.700	4.100	1.900

10. ETAT DE PREPARATION:

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE:

(XVIII)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: PRODUITS DE FONDERIE

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 370

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 370

5. AGENCE DE FINANCEMENT: SIDA

6. DESCRIPTION: le projet comporte la création d'une unité de fabrication de produits de fonderie à partir de ferraille. La fonderie est prévue pour une capacité annuelle de 150 tonnes de produits, tubes, tiges et barres métalliques y compris.

7. JUSTIFICATION: le projet contribuera à répondre à la demande de produits dans l'industrie du travail sur métaux.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX	-	74	74	20
COUTS EXTERIEURS	-	296	296	80
TOTAL	-	370	370	-
%		100		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL	-	-	-	-	-	-	
EXTERIEUR	-	100	270	-	-	370	
TOTAL	-	100	270	-	-	370	

10. ETAT DE PREPARATION: la viabilité provisoire a déjà été établie.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: apportée par SIDA à tous les stades de la réalisation du projet.

(XIX)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: RENOVATION ET DEVELOPPEMENT DES INSTALLATIONS DU CHANTIER NAVAL

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 2.000

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 1.600

5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNU

6. DESCRIPTION: le projet permettra de rénover et de développer les installations du chantier naval pour la construction et la réparation de navires.

7. JUSTIFICATION: le vieillissement des installations, la hausse des coûts d'entretien et le déclin de la productivité physique sont autant de facteurs qui ont rendu la rénovation nécessaire; la nécessité d'une expansion est due à la demande accrue de services pour l'industrie navale.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX	200	200	400	20
COUTS EXTERIEURS	-	1.600	1.600	80
TOTAL	200	1.800	2.000	
%	10	90		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL	-	200	200	-	-	400	
EXTERIEUR	-	800	800	-	-	1.600	
TOTAL	-	1.000	1.000	-	-	2.000	

10. ETAT DE PREPARATION: les études de préparation pour la mise en oeuvre du projet sont terminées.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: pour la réalisation du projet.

(XX)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: DEVELOPPEMENT DU MANIOC

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE/ MINISTERE DE L'AGRICULTURE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 4.500

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 4.500

5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE

6. DESCRIPTION: le projet sera réalisé en deux phases: (i) l'organisation de la production mécanisée de manioc sur 200 hectares, avec un développement annuel pour atteindre un objectif de 20.000 hectares. (ii) En cas de succès de la phase 1, création d'une usine de traitement pour la production de farine de manioc, de boulettes de manioc et d'amidon industriel.

7. JUSTIFICATION: la Guinée Bissau dispose d'un bon potentiel pour la culture du manioc et donc pour le traitement de ce produit agricole destiné à la consommation locale et à l'exportation.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COÛTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COÛTS LOCAUX	-	900		20
COÛTS EXTERIEURS		3.600		80
TOTAL		4.500		
%		100		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL	-	-	-	-	-	-	-
EXTERIEUR			900	1.000	2.000	2.900	1.600
TOTAL			900	1.000	2.000	2.900	1.600

10. ETAT DE PREPARATION: le concept de projet a été défini.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: préparation de l'étude des possibilités afin de déterminer les zones critiques pour la réalisation de projet.

(XXI)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: PRODUCTION DE FARINE DE POISSON ET DE CONCENTRES DE PROTEINES DE POISSON
2. AGENT GOUVERNEMENTAL D'EXECUTION: MINISTERE DE L'INDUSTRIE
3. COUT ESTIME DU PROJET: 180
4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 180
5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE
6. DESCRIPTION: production (i) de farine de poisson (aliments pour bétail) et (ii) de concentrés de protéines de poisson par cuisson, pressage et séchage de poisson à faible valeur commerciale.
7. JUSTIFICATION: les concentrés de protéines de poisson permettront de compenser partiellement une carence en protéines animales. Le projet utilisera les déchets de production et les sous-produits des opérations de conservation par le froid et de traitement. Il y a une demande pour ce type de concentrés sur le marché domestique et dans les pays voisins.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX				
COUTS EXTERIEURS		180	180	100
TOTAL		180	180	
%		100		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL				-	-	-	
EXTERIEUR				180	-	180	
TOTAL				180		180	

10. ETAT DE PREPARATION: le concept du projet a été développé.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: pour analyser la demande du marché en concentrés de protéines du poisson et préparer le rapport de faisabilité.

(XXII)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: FABRICATION DE SAVON ET DE MARGARINE A PARTIR D'HUILE DE COCO

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 300

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 240

5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE

6. DESCRIPTION: traitement des noix de coco pour produire du copra et,
ensuire, du beurre de coco afin de fabriquer de la margarine et du savon.

7. JUSTIFICATION: l'industrie de la noix de coco a un bon potentiel de
développement. Elle répondra partiellement aux besoins locaux de savon
et de beurre.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX	30	30	60	20
COUTS EXTERIEURS	-	240	240	80
TOTAL	30	270	300	
%	10	90		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL	-	30	30	-	-	60	
EXTERIEUR	-	100	140	-	-	240	
TOTAL		130	170	-	-	300	

10. ETAT DE PREPARATION: le concept du projet a été défini.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: afin d'étudier les conditions techniques, économiques, financières et institutionnelles de faisabilité du projet.

(XXIII)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: FABRICATION DE PANNEAUX DE BETON EN FIBRES VEGETALES

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 10

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 10

5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE

6. DESCRIPTION: fabrication de panneaux de béton en fibres végétales utilisés pour le revêtement des toits et pour d'autres structures. Les panneaux seront produits par (a) la mélange de diverses qualités de sable et de fibres préparées avec du ciment et de l'eau, (b) le moulage du mortier obtenu et (c) durcissement afin de retenir l'eau pour l'hydratation du ciment.

7. JUSTIFICATION: le projet permettra de réaliser des économies au niveau des importations et des coûts dans l'industrie du bâtiment. Il fournira également un matériau durable remplaçant les toits traditionnels en matière végétale. Le produit peut être fabriqué au niveau des villages; le procédé peut en effet être adapté à des situations où l'électricité fait défaut et où la producteur ne dispose que d'outils simples et d'un savoir-faire limité.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

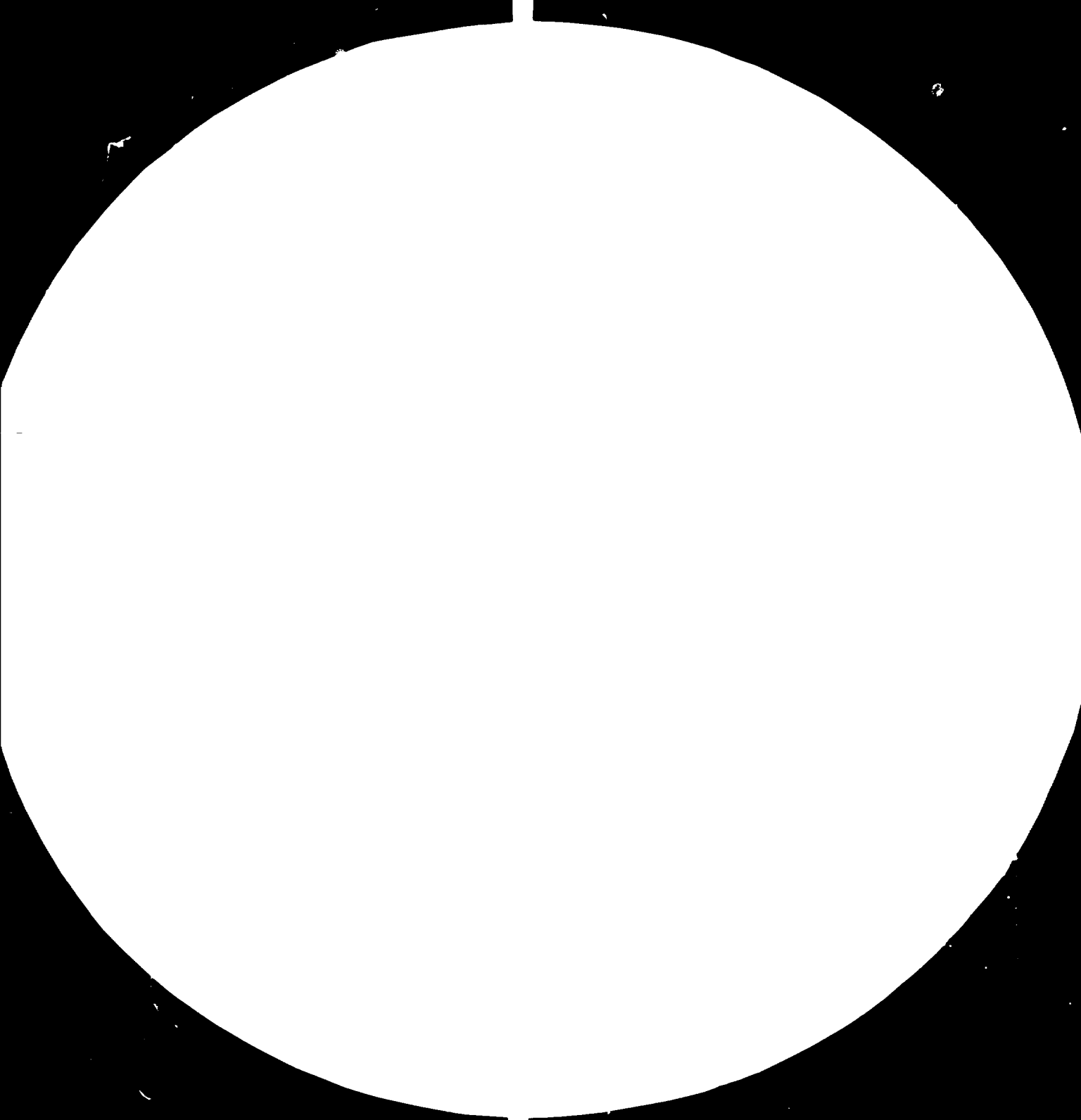
	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX	-	2	2	20
COUTS EXTERIEURS	-	8	8	80
TOTAL	-	10	10	
%		100	-	100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL	-	-	-	-	-	-	-
EXTERIEUR		10	-	-	-	10	
TOTAL		10	-	-	-	10	

10. ETAT DE PREPARATION: le concept de projet a été élaboré (il faudrait organiser une visite afin d'étudier les opérations en usines pilotes au Botswana ou au Royaume Uni).

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: étude des conditions techniques, institutionnelles, économiques et financières pour la mise en oeuvre du projet.





2.8



3.2



3.6

4



MELBROS **PRECISION** **STAMPING**

13059 W. 116th Street, Dallas, Texas 75244, Telephone 214-341-3000

3160 W. 130th Street, Dallas, Texas 75244, Telephone 214-341-3000

(XXIV)

DESCRIPTION DE PROJET

(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: USINE PILOTE POUR LA FABRICATION DE CIMENT A PARTIR DE LA CENDRE DE PAILLE DE RIZ
2. AGENT GOUVERNEMENTAL D'EXECUTION: MINISTERE DE L'INDUSTRIE
3. COUT ESTIME DU PROJET: 50
4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 50
5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE
6. DESCRIPTION: fabrication de ciment à partir de cendres de paille de riz par (1) brûlage de la paille de riz pour produire de la cendre de silice et (2) broyage à la chaux hydraulique. L'unité pilote aura une capacité de 1 à 4 tonnes de ciment par jour. L'évaluation des quantités disponibles de paille de riz est basée sur une production de riz estimée de 40.000 à 50.000 tonnes par an. La chaux proviendra du projet proposé pour la chaux.
7. JUSTIFICATION: remplacera le ciment Portland dans la construction, particulièrement pour les plâtres, mortiers et blocs en ciment de sable. Le projet est basé sur des matières premières locales peu coûteuses et permettra d'importantes économies de devises. Il montrera aux populations rurales l'intérêt qu'il y a à produire de façon autonome un matériau de construction fondamental.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX	-	-	-	-
COUTS EXTERIEURS	-	50	50	100
TOTAL	-	50	50	
%		100		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL		-	-	-	-	-	
EXTERIEUR			50	-	-	50	100
TOTAL			50	-	-	50	

100

10. ETAT DE PREPARATION: le concept du projet a été élaboré.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: analyse des conditions techniques, institutionnelles, économiques et financières pour la mise en oeuvre du projet.

(XXV)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: USINE PILOTE POUR LA FABRICATION DE CHAUX

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 71

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 71

5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE

6. DESCRIPTION: l'unité pilote sera implantée dans l'une des Iles Bijagós disposant de quantités importantes de coquilles de mollusques. L'usine sera installée d'après le modèle d'une unité similaire implantée au Sénégal. Le four à bois aura une capacité de 50 tonnes par mois.

7. JUSTIFICATION: le projet montrera la viabilité de la production de chaux à petite échelle, basée sur l'exploitation de réserves peu coûteuses de coquilles de mollusques. Il permettra d'acquérir l'expérience nécessaire à la création d'unités de production en d'autres sites.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX	-	14	-	10
COUTS EXTERIEURS	-	57	-	80
TOTAL		71		
%		100		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL	-	-	-	-	-	-	-
EXTERIEUR		71	-	-	-	71	
TOTAL		71	-	-	-	71	

10. ETAT DE PREPARATION: une analyse préliminaire a montré la viabilité provisoire du projet.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: étude des conditions critiques afin de confirmer la viabilité du projet. Préparation d'un rapport afin d'aider à la prise de décision finale en matière d'investissement.

(XXVI)

DESCRIPTION DE PROJET
(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: APPLICATION DE TECHNOLOGIE INTERMEDIAIRE POUR LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION
2. AGENT GOUVERNEMENTAL D'EXECUTION: MINISTERE DE L'INDUSTRIE
3. COUT ESTIME DU PROJET: 200
4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 200
5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE
6. DESCRIPTION: le projet montrera l'application possible de nouveaux matériaux et de techniques nouvelles pour la construction autonome de logements. Il s'agira notamment d'expérimenter les techniques d'utilisation des matériaux locaux de construction, ciment de cendre de paille de riz et béton armé en fibres de coco par exemple.
7. JUSTIFICATION: en cas de succès, le projet répondra aux besoins urgents de méthodes de construction à bon marché à développer et promouvoir en secteur rural.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COÛTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COÛTS LOCAUX	-	120	120	60
COÛTS EXTERIEURS	-	80	80	40
TOTAL		200	200	
%		100		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL	-	-	-	-	-	-	-
EXTERIEUR		30	40	50	80	200	
TOTAL		30	40	50	80	200	

10. ETAT DE PREPARATION: le concept du projet a été défini.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: préparation de l'étude de faisabilité pour déterminer les zones critiques pour la mise en oeuvre du projet.

(XXVII)

DESCRIPTION DE PROJET

(en milliers de dollars)

1. OBJET DU PROJET: EXTRACTION ET TRAITEMENT DES FIBRES DE COCO

2. AGENT GOUVERNEMENTAL MINISTERE DE L'INDUSTRIE
D'EXECUTION:

3. COUT ESTIME DU PROJET: 500

4. FINANCEMENT EXTERIEUR: 500

5. AGENCE DE FINANCEMENT: INCONNUE

6. DESCRIPTION: traitement des écorces de noix de coco pour la production de fibres pour ficelles, cordes et brosses, ainsi que pour le béton armé.

7. JUSTIFICATION: le projet permettra:
 - (a) de remplacer les matériaux de construction importés;
 - (b) de fournir de l'emploi dans les industries utilisant les fibres.

8. COMPOSANTES ET FINANCEMENT DES COUTS:

	SOURCES LOCALES	SOURCES EXTERIEURES	TOTAL	%
COUTS LOCAUX		165	165	33
COUTS EXTERIEURS		335	335	67
TOTAL		500	500	
%		100		100

9. PERIODE DE DEBOURSEMENT:

	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL	APRES 1985
LOCAL	-	-	-	-	-		
EXTERIEUR	-	250	250			500	500
TOTAL	-	250	250			500	500

10. ETAT DE PREPARATION: le concept du projet a été défini.

11. ASSISTANCE TECHNIQUE REQUISE: préparation d'une étude des possibilités afin de déterminer les zones critiques pour la mise en oeuvre du projet.



